FIDA
Investir dans les populations rurales

Burundi

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Rapport de supervision

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Date du document:	22/12/2020
Identifiant du projet	2000001145
Numéro du rapport:	5604-BI

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
BIF	Franc burundais (monnaie nationale)
BNDE	Banque nationale pour le développement économique
BRB	Banque de la République du Burundi (Banque Centrale)
CA	Conseil d'Administration
CP	Comité de pilotage
CTAS	Conseiller Technique chargé des Affaires Sociales
CTD	Conseiller Technique chargé du Développement communal
DAO	Dossier d'appel d'offres
DRF	Demande de remboursement de fonds
EJR	Emploi des jeunes ruraux
FALS	Système d'apprentissage interactif financier
FAN	Foyer d'apprentissage nutritionnel
FARN	Foyer d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle à base communautaire
FENACOBU	Fédération Nationale des Coopec du Burundi
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GALS	*Gender action learning syste*
GCS	Groupe de caution solidaire
IMF	Institution de microfinance
MINEAGRIE	Ministère de l'Environnement, de l'agriculture et de l'élevage
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OP	Organisation de producteurs
PAIFAR-B	Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale du Burundi
PAIVA-B	Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PPM	Plan de passation de marchés
PRODEFI	Programme de développement des filières
PROPA-O	Projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD 1-c
PTBA	Programme de travail et budget annuel
RAF	Responsable administratif et financier
RIM	Réseau des institutions de Microfinance
RSE	Responsable de suivi-évaluation
SA	Société Anonyme
SE	Suivi-évaluation
SECAP	Social, environmental and climate assessment procedures
SNIF	Stratégie nationale d'inclusion financière
SMRO	Système de mesure des résultats opérationnels
SSE	Système de suivi-évaluation
UFCP	Unité de facilitation et de coordination du projet
UFCR	Unité de facilitation et de coordination régionale
USD	Dollar des Etats-Unis d'Amérique

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique orientale et australe	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Burundi	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	2000001145	Institution chargée de l'exécution:	IFAD
Type de projet:	Crédit et Services Financiers		
Chargé de Programme Pays:	Aissa Toure	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Coordonnateur du projet:	Callixte Masabo		
Zone du projet:	couverture nationale		

Date d'approbation:	02/09/2017	Date de réception du dernier rapport d'audit:	29/12/2019
Date de signature:	03/10/2017	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	24/11/2020
Date d'entrée en vigueur:	29/01/2018		
Date d'éligibilité aux décaissements:	14/05/2018	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	4
Date du premier décaissement:	22/05/2018	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	4 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2025		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2025		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Debt Sustainability Framework	$24,935,000
Répartition du financement national	Beneficiaries	$2,126,000
	National Government	$2,605,000
	Other Local	$8,945,000
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		$38,611,000

Mission en cours

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Jours sur le terrain:	5
Composition de la mission:	FIDA : Aissa Touré Sarr, Directeur-pays FIDA, Chef de mission, Arcadius Denis Domingo, Consultant en finance rurale et Team Leader de la mission ; Jean Baptiste Hakizimana, Consultant en passation des marchés ; Donat MWARURO, Consultant en suivi-évaluation ; Ngor Sène, consultant en gestion financière ; Callixte Masabo, Coordonnateur du PAIFAR-B et l'ensemble de son équipe. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe du PAIFAR-B et les partenaires clés de mise en œuvre.
Lieux visités:	Communes de Rugazi et de Mpanda (province de Bubanza), commune de Bukeye (province de Muranvya), communes de Gatara et de Busiga (province de Kayanza), communes de Bugendana et de Mutaho (province de Gitéga).

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.04

Indicateur clé #2	Ø	Note
Évaluation de la performance globale de l'exécution		4.08

Efficacité en matière de développement	4
Efficacité	4
Ciblage et portée	4
Égalité des sexes et participation des femmes	5
Productivité agricole	N/A
Nutrition	N/A
Adaptation aux changements climatiques	3

Gestion du projet	4
Qualité de la gestion du projet	4
Gestion des savoirs	4
Utilisation optimale des ressources	4
Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Performance du système de suivi-évaluation	5
Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	4

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4
Établissement de partenariats	5
Capital humain et social et autonomisation	4
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	5
Adaptabilité des prestataires de services	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	3
Stratégie de retrait	4
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4

Gestion et exécution financière	4
Taux de décaissement acceptable	3
Qualité de la gestion financière	5
Qualité et ponctualité des audits	4
Fonds de contrepartie	3
Conformité avec les clauses des prêts	5
Passation des marchés	4

Pertinence

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Du 10 au 24 novembre 2020, la deuxième mission de supervision du PAIFAR-B a été réalisée conjointement par le Gouvernement du Burundi et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Dans le respect des dispositions applicables au contexte de la pandémie de la COVID-19, la mission s'est déroulée à distance, les voyages internationaux n'étant pas envisageables.

La présente mission de supervision faite suite à la mission de supervision partielle d'avril 2020 et visait comme objectif général d'évaluer les progrès réalisés au titre de l'année 2019/2020 (et depuis le démarrage du projet) et la probabilité d'atteinte de son objectif de développement à une année avant la revue à mi-parcours. De façon spécifique, il s'agissait d'évaluer : (i) l'exécution des activités durant la période sous-revue, les progrès réalisés par rapport au PTBA 2019-2020, le démarrage du PTBA 2020/2021 et les progrès ou retards qui accélèrent ou inhibent l'atteinte des objectifs du programme ; (ii) le degré d'opérationnalisation des stratégies transversales, notamment celles sur le genre, les organisations de producteurs, les filières, la communication et gestion des savoirs ; (iii) la gestion financière et administrative ; (iv) la passation des marchés ; (v) le degré de mise en œuvre des recommandations des audits des comptes ; (vi) le système de suivi-évaluation et les indicateurs désagrégés selon le genre. Par ailleurs, la mission permettra d'amorcer la discussion sur les priorités à aborder à la revue à mi-parcours et l'assistance technique internationale.

Au Burundi, la période d'activités du projet couvre de juillet à juin. A plus 24 mois de mise en œuvre effective, la présente mission est réalisée, sous la coordination de la directrice pays. Celle-ci, appuyée par le team leader, en début de mission, a présenté les objectifs et l'équipe de la mission à la première réunion virtuelle. La mission s'est poursuivie par plusieurs présentations de l'UFCP et séances de travail, par visioconférence, notamment : (i) état d'avancement du projet (globale) ; (ii) état d'avancement du projet, composante par composante, dont les aspects transversaux (passation de marchés, gestion financière, système de suivi-évaluation, gestion de savoirs et communication ; (iii) séances de travail (tenues à distance pour certains experts) avec les dirigeants et quelques membres bénéficiaires de 4 coopératives, 4 GCS et 9 bénéficiaires très vulnérables (du MASI) ; (iv) séances de travail (tenues à distance pour certains experts) avec les partenaires techniques et financiers du projet, BRB, BNDE, RIM, 2 IMF (FENACOBU et TWITEZIMBERE microfinance) et TWITEZIMBERE ASBL ; (v) réunions techniques des consultants sur des thématiques spécifiques avec le personnel du projet concerné ; (vi) séance de travail avec le Coordonnateur de PRODEFI sur le degré de mise en œuvre de l'approche programme au Burundi. Le rapport de mission a été rédigé sur la base de l'exploitation de la documentation collectée et des échanges techniques eues avec les acteurs rencontrés.

A l'issue des séances de travail, l'aide-mémoire a été rédigé et soumis à l'appréciation de l'UFCP et représentants du Gouvernement. Les conclusions et recommandations de la mission seront confirmées dans une lettre de gestion du FIDA.

La mission remercie l'UFCP et tous les partenaires du projet rencontrés pour la qualité des échanges techniques et la patience dont ils ont fait preuve du fait, parfois de la qualité défaillante de la connexion internet (réunions Zoom/Skype/WhatsApp) et du temps relativement plus long que requièrent les séances de travail tenues à distance.

Principaux accords de mission et conclusions

A 24 mois de mise en œuvre effective, PAIFAR-B se situe à environ 1 an de la revue à mi-parcours. La quasi-totalité du personnel est en place, le financement des groupes cibles du projet se poursuit à travers les mécanismes de financement (MFIC, MFIG et MASI) relativement maîtrisés. A fin juin 2020, PAIFAR-B a pu mobiliser les partenaires institutionnels (BRB et RIM) et financiers (BNDE et 3 IMF). Cependant, les études socioéconomiques et de développement de nouveaux produits sont récemment engagées. Le renforcement de capacités des partenaires techniques des acteurs a constitué un des axes importants mis en œuvre durant l'année 2019/2020.

A fin juin 2020, l'efficacité globale du projet s'est améliorée, mais, reste affectée par les retards enregistrés au démarrage du projet, et par la pandémie de la COVID-19 ayant frappé, de plein fouet, le monde entier en 2020. Au regard de l'impérieuse nécessité d'œuvrer à obtenir des résultats satisfaisants à la revue à mi-parcours du projet, la présente mission et l'UFCP/PAIFAR-B se sont accordées sur les dispositions suivantes :

- Appuyer les partenaires institutionnels (BRB et RIM) à réaliser le renforcement institutionnel amorcé ; il s'agit, notamment de : (i) contribuer à réaliser les études complémentaires d'évaluation de la SNIF 2015/2020 et la nouvelle SNIF, à hauteur des prévisions du document de conception du projet ; (ii) organiser les formations à distance, tout en intégrant dans les termes de référence, la possibilité de les combiner avec le coaching et/ou recyclage visant à affiner les connaissances en présentiel dès que les voyages internationaux seraient possibles ; (iii) veiller à rester dans l'optique du document de conception du projet, en orientant les appuis en faveur des groupes cibles directs, tout en se positionnant au niveau sectoriel.
- Accélérer, avec l'appui de l'ATI, la finalisation et la mise en œuvre des résultats attendus des études engagées, en vue d'assurer un financement adapté des bénéficiaires ; par ailleurs, il importe de veiller au strict respect de la méthodologie MASI validée, en conformité aux TDR.

- Solliciter l'appui des Ministres de tutelle sur la tenue du comité technique du projet ; il s'agit, notamment, de : (i) adresser une requête aux Ministres MINAGRIE et MFBCDE en vue du remplacement des membres du comité technique ayant changé d'Institution ; (ii) adresser une requête aux Ministres MINAGRIE et MFBCDE en vue de la gestion autonome de la ligne de crédit portant sur la prise en charge des membres du comité technique.
- Améliorer la qualité de la gestion financière, notamment : (i) en révisant le PTBA 2020/2021, tenant compte du contexte de la COVID-19 ; (ii) adopter une méthodologie de valorisation, de documentation et de comptabilisation des contributions des bénéficiaires ; (iii) mettre à jour le manuel de gestion administrative et financière ; (iv) mettre en œuvre toutes les recommandations en attente ; (v) recruter le comptable.
- Renforcer les procédures de passation de marchés, notamment : (i) actualiser le manuel de gestion du projet et formaliser les processus, les procédures et les systèmes d'administration des contrats ; (ii) acquérir un logiciel d'archivage électronique et de gestion du courrier et procéder à l'archivage électronique de tous les documents de marchés.

La plupart des études économiques sont engagées et le financement accéléré. Les résultats attendus peuvent être obtenus à la revue à mi-parcours, à condition que les résultats des études soient disponibles rapidement et suivis, sans délai, de l'appui des partenaires à la mise en œuvre. L'équipe du projet a amorcé la vitesse de croisière. Cet élan devra être maintenu, gage d'atteinte des résultats significatifs à la revue à mi-parcours du projet.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

A fin juin 2020, concernant l'année 2019/2020, les activités menées ont, essentiellement, porté sur : renforcement de capacités des acteurs (dont BRB, RIM, bénéficiaires et personnel), financement des bénéficiaires, poursuite de la mobilisation des ressources humaines et matérielles et finalisation des manuels. Par ailleurs, le projet a été sollicité à la mise en œuvre de certaines activités, initialement non prévues au PTBA 2019/2020, relatives à la mise en œuvre du plan de riposte du Gouvernement face à la pandémie de la COVID-19, en réponse à l'orientation du FIDA.

Au 30 juin 2020, le taux de décaissement réel (sur les ressources du Prêt/Don FIDA) est de 22,76% (revue FMD) et à 39,15% avec engagement au 31 octobre 2020 (selon le rapport du projet). Par ailleurs, le taux d'exécution financière du PTBA 2019/2020 est estimé à 73,61%, avec respectivement, 21,94% pour la composante 1, 79,77% pour la composante 2 et 71,60% pour la composante 3 ; le taux d'exécution financière cumulé au 30/06/2020 est de 12,79%. A la même date, le taux d'exécution physique du PTBA 2019/2020 est estimé à 74,37% et celui cumulé (à fin juin 2020) est d'environ 29,69%.

A 24 mois de mise en œuvre effective et à environ 1 an de la revue à mi-parcours du projet, au regard des résultats obtenus au 30/06/2020 et de la tendance positive observée au 31/10/2020, la performance est modérément satisfaisante. Actuellement, le retard enregistré au démarrage du projet est en train d'être rattrapé et le financement des bénéficiaires accéléré à travers les mécanismes de financement, relativement maîtrisés. Plusieurs études sont enclenchées et le projet amorce, ainsi, sa vitesse de croisière.

Composante 1 : Contribuer à l'opérationnalisation de la stratégie d'inclusion financière

Au 30/06/2020, les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2019/2020 (composante 1) sont, respectivement, de 42,91% et de 21,94%. ***Le taux de réalisation physique cumulé est estimé à 20,3%***. A plus 24 mois de mise en œuvre effective du projet, ces résultats sont jugés insuffisants. Cependant, à fin octobre 2020, le taux de réalisation physique s'est légèrement amélioré, passant à 22,34%. Les principaux progrès réalisés sont présentés ci-dessous.

Concernant la ***sous-composante 1.1***, l'examen du rapport d'évaluation de la SNIF a révélé sa pertinence, mais, avec une effectivité, efficacité et pérennité très limitées, faute de ressources mobilisées. Cependant, quelques impacts sont notés dans le secteur financier, mais, dus aux actions éparses menées par les acteurs y intervenant. La mission salue les dispositions prises par le projet visant à préciser avec la BRB les études complémentaires, permettant, de manière efficiente, d'obtenir un diagnostic plus approfondi de la SNIF, préalablement à l'élaboration de la nouvelle.

Cependant, un comité interne de la BRB de suivi de l'élaboration de la nouvelle SNIF serait favorable à la réalisation d'une enquête sur la demande et l'offre (Fin Scope). *Si cette option était retenue par la BRB, la mission recommanderait au projet de contribuer, à hauteur des prévisions du document de conception du projet, à l'élaboration de la SNIF*.

Concernant la ***sous-composante 1.2***, l'étude de faisabilité de mise en place de l'API Switch au niveau de la BRB a été bouclée. MEDIABOX ayant réalisé l'étude a recommandé l'option suivante, des trois appréciées : la BRB développe l'API en vue d'extraire, de transformer, de charger les données et de réaliser automatiquement le reporting. Cette option (assortie de recommandations pour assurer son implémentation efficace), adoptée par la BRB, est conforme au modèle présenté dans le document de conception du projet (API/Switch). La mission estime que l'étude menée a aussi abordé des aspects pertinents contribuant au renforcement du SIG et de la gestion des risques des Institutions impliquées. C'est fort-appréciable et inscrit à l'actif du projet. *La mission suggère au projet d'apprécier avec les Institutions financières partenaires (BRB et IMF), les axes possibles de renforcement à mettre en œuvre (appuis du PAIFAR-B et d'autres*

partenaires).

Concernant la ***sous-composante 1.3***, durant l'année 2019/2020, les actions de renforcement de capacités des autres acteurs clés ont, essentiellement, porté sur le RIM et les cadres du projet : ***RIM a été appuyé à élaborer son plan de formation et 2 cadres de l'UFCP ont participé à la visite d'échange d'expérience au Mali***. A l'inverse, le renforcement de capacités techniques du personnel des IMF et des Ministères de tutelle n'a pu être réalisé. Il s'agit d'une performance insuffisante qui serait, essentiellement, due à la difficulté de mobiliser des compétences adéquates du fait de la pandémie de la COVID-19 (voyages internationaux non autorisés). *La mission recommande au projet d'étudier la faisabilité d'organisation des formations à distance, tout en intégrant dans les termes de référence, la possibilité de les combiner avec le coaching et/ou recyclage visant à affiner les connaissances en présentiel dès que les voyages internationaux seraient possibles*.

RIM a une bonne appréciation des appuis du PAIFAR-B au secteur de la microfinance au Burundi. ***La mission salue les activités importantes à fort-impact sur les bénéficiaires du projet***. Il s'agit, au niveau méso et macro, de l'***appui à l'organisation de la semaine de la microfinance***, réalisé avec la contribution du projet (et d'autres partenaires au développement) : (i) le principal thème abordé est d'actualité « la finance rurale et l'innovation pour une inclusion financière effective » ; (ii) 250 représentants y ont participé, venant des secteurs public et privé (dont microfinance). ***Cette synergie d'actions est fort-appréciable et contribue à mieux impacter le secteur de la microfinance au Burundi***.

En vue d'améliorer la collaboration PAIFAR-B/RIM, certains besoins ont, cependant, été exprimés. Ils portent essentiellement sur : (i) information sur les appuis sollicités, pris en compte dans le PTBA approuvé ; (ii) appui à la mise en œuvre du plan de formation validé ; (iii) contribution au fonctionnement, soulageant le RIM, dans la mesure où la mise en œuvre des activités (PAIFAR-B) exigent assez de temps. La mission estime que le projet devra apprécier la question de la contribution au fonctionnement des partenaires : (i) de manière plus générale (toutes les Institutions partenaires) ; (ii) tout en tenant compte des appuis institutionnels fournis et de la durabilité des dispositions à prendre. En conséquence, *la mission recommande au projet : (i) de préciser le chronogramme de mise en œuvre des activités prévues dans le PTBA (pour chaque partenaire) ; (ii) d'étudier la nécessité et la faisabilité de la contribution du projet au fonctionnement des partenaires appuyés*.

Composante 2 : Renforcer de l'offre de services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins des populations ciblées

Au 30/06/2020, les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2019/2020 (composante 2) sont, respectivement, de 67,34% et de 79,77%. Le taux de réalisation physique cumulé (depuis le début du projet) est estimé à 17,76%. A plus de 24 mois de mise en œuvre effective du projet, ces résultats sont jugés insuffisants. Cependant, à fin octobre 2020, le taux de réalisation physique s'est légèrement amélioré, passant à 32,15%. Les principaux progrès réalisés sont présentés ci-dessous.

Concernant la ***sous-composante 2.1***, en année 2019/2020, les activités réalisées portent, essentiellement, sur : (i) sensibilisation et renforcement de capacités des acteurs ; (ii) financement des groupes cibles ; (iii) élaboration d'un plan de communication du projet. Par ailleurs, les TDR des études socioéconomiques et de développement de nouveaux produits ont été finalisés et les études, récemment, lancées.

3 ateliers de sensibilisation sur 2 prévus (150% de réalisation) en direction des dirigeants des Institutions financières partenaires ont été coorganisés par le projet, soit avec la BRB, soit avec la BNDE. Ce fut l'occasion de sensibiliser les dirigeants sur les nouvelles orientations de la BRB sur la politique monétaire et les mécanismes de financement du projet. ***La mission salue cette synergie d'actions impliquant les partenaires financiers***. Une seule IMF partenaire sur 4 appliquerait la réduction de taux d'intérêt. En revanche, elle mobilise la ligne de crédit en compensation de ses fonds propres antérieurement injectés en crédit. Il s'agit d'une disposition qui affaiblit la contribution de l'IMF au financement des bénéficiaires (durabilité). *La mission encourage le projet à poursuivre les pourparlers avec chaque acteur en vue de contribuer à assurer une offre durable en services financiers en faveur des populations cibles*.

En collaboration avec le RIM, 2 sessions de formation en éducation financière ont été organisées en faveur des microentrepreneurs visant à une meilleure gestion de leurs activités (dont esprit entrepreneurial, gestion, relation avec les IMF). A cela s'ajoutent : (i) le renforcement de capacités des dirigeants des coopératives (portant sur une meilleure connaissance des statuts et règlement intérieur, l'épargne et le crédit solidaire…) ; (ii) visites d'échange d'expérience inter-coopératives ; ***60 coopératives (représentées par leurs présidents et trésoriers)***, et ***120 membres en ont bénéficié*** ; ces visites sont fortement appréciées par les participants ayant tiré et mis en œuvre plusieurs enseignements (importance du gérant et de la transparence en gestion, séparation de tâches,…).

Au total, 957 participants (dont 48%, représentant des femmes) ont bénéficié de la formation (***les jeunes représentent 52%***). *La mission salue ces actions ayant contribué au renforcement de capacités techniques des bénéficiaires, avec une bonne participation des femmes et des jeunes*.

Durant les échanges eus avec quelques dirigeants et membres de 4 coopératives, la mission a noté : (i) une vingtaine de groupements membres par coopérative, dispersés et parfois éloignés du siège (une dizaine de km) ; (ii) coopérative structurée en 2 organes (5 à 9 membres au CA et 3 membres au CS) ; dans les coopératives visitées, une bonne

représentation des femmes est notée dans les organes (40% à 50%) ; (iii) des emplois quasiment permanents sont créés, mais, sans contrat formel ; (iv) diverses activités menées par les membres (riz, maïs, manioc, soja) ; celles menées par les femmes et jeunes filles concernent, en particulier, le petit commerce (fruits, farine de manioc, riz décortiqué) ; par ailleurs, les coopératives disposent de champs communs ; (v) *activité interne de crédit menée au sein de certaines coopératives, notamment, crédit obtenu à conditions financières favorables auprès des IMF et redistribution aux membres, assortie de taux d'intérêt parfois plus élevé* ; (vi) épargne des membres/groupements confiée à la coopérative dans la mesure où certaines IMF se situeraient à une trentaine de km ; (vii) appuis obtenus du projet fortement appréciés (notamment en gestion) ; (viii) Quelques difficultés ont été mentionnées : accès au marché, éloignement des IMF, assurance décès appliquée par la CECM (alors que le risque de décès serait minime).

La mission salue les actions en cours visant à mieux structurer et gérer les coopératives (avec un impact positif sur la planification et la gestion des activités dans les ménages). A l'inverse, la mission recommande au projet de renforcer certains aspects clés, visant à appuyer les coopératives à disposer : (i) de plan d'affaires de qualité (la plupart sont en Kirundi et très synthétisés pour permettre de mobiliser du financement) ; (ii) de personnel (gérant et comptable) en adéquation à la taille des coopératives. Par ailleurs, les coopératives (commerciales) achètent les produits auprès de leurs membres (à la récolte, lorsque le prix est bas) et revendent lorsque le prix est élevé. La mission conseille au projet d'intégrer dans ses actions de sensibilisation, la rétrocession d'une quote-part de marge obtenue par la coopérative, lorsqu'elle est élevée. Il pourrait être, ainsi, nécessaire de réaliser une étude rapide de gestion de la marge bénéficiaire des coopératives, visant à améliorer le revenu des membres.

Sur la ***sous-composante 2.2***, durant l'année 2019/2020, il était prévu de contractualiser avec 5 IMF dans le cadre de la mise en œuvre du MFIC/MFIG et de réaliser les études de faisabilité visant, essentiellement, à : (i) affiner les besoins en services financiers et non financiers des populations cibles ; (ii) appuyer les institutions financières à assurer une offre adaptée aux besoins identifiés. Le taux de réalisation de cette sous-composante demeure faible (8,8%).

Le partenariat avec la BNDE se poursuit et le projet a pu contractualiser avec 3 IMF. Les actions sont en cours en vue de diversifier le partenariat avec les Institutions financières. *La mission salue les dispositions prises par le projet en vue de nouer un partenariat avec les banques commerciales (pourparlers amorcés) en vue du financement des coopératives à besoins de financement élevés*. Cependant, pour y parvenir efficacement, il serait indispensable d'œuvrer à, davantage, améliorer la qualité de gestion des coopératives (plan d'affaires, système de gestion, gouvernance…).

Dans le cadre du ***financement des groupes cibles du projet*** à travers le MFIC, une ***ligne de crédit de plus de 3,2 milliards de BIF a été placée à la BNDE. 2,59 milliards de BIF ont pu être injectés*** en faveur de 2 IMF. En complément de leurs fonds propres, les IMF partenaires ont pu financer les besoins en crédit des populations cibles (MFIC et MFIG).

A l'analyse du rapport d'activités du projet, ***les IMF partenaires auraient injecté plus de 5,3 milliards de BIF en crédit en faveur des groupes cibles du projet*** : (i) ***26 334 bénéficiaires (dont 41% de femmes, 27% de jeunes et 0,36% d'autochtones)*** ; (ii) ***82 coopératives financées sur 60 prévues (137%)***; (iii) ***1 032 GCS/AGR financés sur 2 200 prévus (47%), plus de 50% représentant des femmes et environ 32% de jeunes*** ; (iv) ***627 microentrepreneurs financés (dont plus de 34% de femmes)***. Par ailleurs, l'***épargne mobilisée*** auprès des groupes cibles, durant la période, serait d'***environ 862,5 millions de BIF (avec plus de 82% à vue)***. La mission n'a pu disposer d'informations précises permettant d'apprécier la qualité du portefeuille de crédit.

En échange avec les bénéficiaires de financement, quelques impacts ont pu être notés : (i) diversification de crédit (commerciaux et agricoles) en faveur des coopératives et de leurs membres ; (ii) accroissement des crédits (dès appui PAIFAR-B), de plus de 130% à 350% pour certaines coopératives. Cependant, certains besoins ont été exprimés, notamment, des crédits de longue durée (3 à 5 ans) permettant de satisfaire les besoins de certains partenaires (comme PAM), et de mieux s'équiper.

Il est évident que les études socioéconomiques et de développement de produits, lancés par le projet, permettront de mieux adapter l'offre en services financiers aux besoins des groupes cibles du projet. Ainsi, la mission recommande-t-il au projet de veiller à leur mise en œuvre efficace.

Concernant la ***sous-composante 2.3***, durant la période 2019/2020, le ciblage des très vulnérables, le recrutement et la contractualisation avec les Institutions partenaires en charge de la mise en œuvre du MASI, sont bouclés. A l'issue de la séance de travail avec les Institutions partenaires et 9 bénéficiaires, les constats suivants sont mis en exergue :

- TWITEZIMBERE ASBL, en charge de l'accompagnement/coaching ; la mission apprécie les dispositions prises en vue de s'assurer de la vulnérabilité effective des bénéficiaires ciblées ; en revanche, les activités liées à la COVID-19, greffées à la mise en œuvre du MASI, ont quelque peu affecté la méthodologie validée ; *la mission attire l'attention du projet et du partenaire sur l'impérieuse nécessité de respecter la méthodologie, en conformité aux TDR*;
- FENACOBU, en charge du transfert du soutien à la consommation ; la mission salue les dispositions prises par le projet en vue de l'ouverture de compte individuel en faveur de chaque bénéficiaire du MASI ;

Bénéficiaires ciblés ; la très grande vulnérabilité des bénéficiaires (conformément à l'esprit du MASI) semble difficile à

être établie ; il est fortement souhaité que la marge d'erreur de ciblage soit assez limitée en vue d'assurer une parfaite réussite du MASI.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
mobilisation des ressources disponibles Accélérer la mobilisation des ressources disponibles au titre du transfert de patrimoine des autres projets vers PAIFAR-B immédiat	UFCP/PROJETS FIDA	11/2019
pratiques de refinancement et de garantie Mettre en cohérence les pratiques de refinancement et de garantie avec les dispositions et modalités définies dans les manuels et surseoir aux mesures de subvention multiples aux IMF immédiat	UFCP	11/2019
Définir avec les partenaires concerné la feuille de route pour l'actualisation de la SNIF et la financer	UFCP/BRB/RIM	12/2019
Responsabiliser la BRB pour la sélection des institutions candidates au partenariat avec le projet	UFCP	12/2019
Accélérer la mise en œuvre du dispositif de financement en vue de répondre aux demandes en instance	UFCP/BNDE	12/2019
enjeux actuels de la finance inclusive au Burundi Identifier avec la BRB les thématiques complémentaires à étudier, au regard des enjeux actuels de la finance inclusive au Burundi, préalablement à l'élaboration de la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	04/2020
IF viables Mitiger les risques de partenariat (avec les Institutions financières), en sélectionnant les Institutions financières à forte maturité et disposant une bonne perspective de viabilité.	UFCP	04/2020
Exiger des partenaires financiers les rapports de financement selon la périodicité prévue.	UFCP	04/2020
Actualiser le diagnostic des IMF partenaires classiques (autres que FENACOBU et CECM).	UFCP/SRF	04/2020
Contractualiser, sans délai, avec les IMF à viabilité certaine.	UFCP/SRF	04/2020
Réaliser l'étude socioéconomique prévue.	UFCP/SRF	04/2020
renforcement institutionnel, Prendre en compte, en renforcement institutionnel, les besoins en gestion du crédit-bail, la faisabilité de la mise en œuvre par les IMF de la promesse d'hypothèque.	UFCP/SRF	04/2020
Accélérer l'appui aux IMF pour l'accompagnement des GCS, en lien avec le développement du crédit solidaire	UFCP/SRF	04/2020

analyse de la contribution financière des Institutions financières partenaires Mettre en place un mécanisme en vue d'assurer, efficacement, l'estimation et l'analyse de la contribution financière des Institutions financières partenaires dans le financement des groupes cibles du projet	UFCP/SRF	04/2020
formations prévues Dispenser les formations prévues sur le PTBA 2019 -2020 et inscrire la formation des IMF dans le cadre du partenariat avec RIM décembre 2019 et mai 2020	UFCP/RIM	05/2020
Se doter de méthodologie et d'outils adéquats (dont CAM utilisé) en vue de professionnaliser le diagnostic des coopératives.	UFCP/SRF	06/2020
enquête sur la demande en services financiers et non financiers Réaliser une enquête sur la demande en services financiers et non financiers sur un échantillon plus large (tout en restant dans l'optique du DCP (efficience).	UFCP/BRB	07/2020
Renforcer les compétences des accompagnateurs en diagnostic de coopérative.	UFCP/SRF	07/2020
nouvelle SNIF Anticiper (pour 2020/2021) l'appui à la BRB à l'élaboration de la nouvelle SNIF (en veillant sur les aspects environnementaux et son dispositif opérationnel.	UFCP/BRB	08/2020
axes de renforcement Apprécier avec les Institutions financières partenaires (BRB et IMF), dans quelle mesure les axes de renforcement identifiés seront mis en œuvre (appuis du PAIFAR-B et d'autres partenaires).	UFCP/BRB/IMF partenaires	12/2020
Préciser le chronogramme de mise en œuvre des activités prévues dans le PTBA (pour chaque partenaire).	UFCP/Partenaires	12/2020
Etudier la faisabilité de la contribution du projet au fonctionnement des partenaires appuyés.	UFCP/Partenaires	12/2020
études identifiées afin d'affiner l'évaluation de la SNIF 2015/2020 Contribuer, à hauteur des prévisions du document de conception du projet, à réaliser les études identifiées afin d'affiner l'évaluation de la SNIF 2015/2020.	UFCP/BRB	01/2021

élaboration de la nouvelle SNIF Anticiper l'appui à la BRB à l'élaboration de la nouvelle SNIF (en veillant sur les aspects environnementaux et son dispositif opérationnel).	UFCP/BRB	02/2021
partenariat avec les institutions financières Diversifier le partenariat avec les institutions financières répondant aux critères d'éligibilité définis, sous la responsabilité légale et institutionnelle de la BRB immédiate et continue	UFCP/BRB	
mise en œuvre des instruments financiers Diligenter la mise en œuvre des instruments financiers et veiller à l'application du schéma de financement à coûts et risques partagés immédiate et continue	UFCP	
approche de facilitation de proximité Adapter l'approche de facilitation de proximité conduite par les accompagnateurs en fonction des zones : (i) réponse à la demande dans les zones des opérateurs des autres projets ; (ii) déploiement complet dans les autres zones continue	UFCP/UFCR	
Adopter l'approche MOD pour l'exécution des partenariats institutionnels et stratégiques. immédiate et continue	UFCP & PARTENAIRES	
Promouvoir des AGR Promouvoir des AGR au sein des ménages très vulnérables destinataires des appuis basés sur le modèle de progression A partir de janvier 2020	UFCP	
Formations Organiser les formations à distance, tout en intégrant dans les termes de référence, la possibilité de les combiner avec le coaching et/ou recyclage visant à affiner les connaissances en présentiel dès que les voyages internationaux seraient possibles (Action continue)	UFCP	
pourparlers avec chaque acteur Poursuivre les pourparlers avec chaque acteur (BRB/BNDE/IMF/Bénéficiaires) en vue de contribuer à assurer une offre durable en services financiers en faveur des populations cibles. (action continue)	UFCP/Partenaires	
Appuyer les coopératives à disposer de plan d'affaires de qualité (en français et synthétique en Kirundi). action continue	UFCP/UFCR	

Appuyer les coopératives Appuyer les coopératives à disposer de personnel de qualité (gérant et comptable) en adéquation à la taille des coopératives. (action continue)	UFCP/UFCR /Partenaires	
Veiller au strict respect de la méthodologie MASI validée, en conformité aux TDR. action continue	UFCP/Twitezimbere ASBL	
stratégie de mitigation des risques Veiller à développer une stratégie de mitigation des risques de concurrence entre IMF partenaires intervenant dans des zones proches. (action continue)	UFCP/IMF	

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité	**Note: 4**	**Notation précédente: 3**

Justification de la note

Le taux d'exécution physique du PTBA 2019-2020 au 30 juin 2020 est de 74,37% (il est estimé à 29,69% depuis le démarrage du projet), tandis que le taux de réalisation financière avec engagement est de 73,61%, surtout tiré par la composante 3. A 24 mois de mise en œuvre effective du projet, cette performance est modérément satisfaisante. Certes, des retards ont été enregistrés au démarrage du projet, mais, des progrès encourageants ont été notés depuis la dernière mission de supervision (financement accéléré des bénéficiaires et ciblage des très vulnérables). Au regard du cadre logique et de l'évolution des activités au 31/10/2020, la probabilité d'atteindre l'objectif de développement n'est pas en cause, vu que le projet a engagé la quasi-totalité des principales études.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

En année 2019/2020 (à fin juin), 23 339 ménages ont été touchés sur 29 100 prévus (soit 80%).Au total, depuis le début du projet au 30/06/2020, 27 958 ménages, ce qui représente 72% du cumul de ménages prévus (sur les 2 premières années), 47% de la cible à mi-parcours du projet et 28% de la cible en fin du projet (99 200).

L'analyse des ***personnes ayant accès aux services financiers en zones rurales révèle, en année 2020***, des résultats luisants avec pour l'***épargne 121% (24 152 contre 20 000)***, mais, un peu moins pour le crédit***75% (21 715 sur 29 100)***. Il en est de même des ***organisations de producteurs appuyées ayant augmenté leur vente (183% de la cible 2020 et 69% de la cible à mi-parcours)***, des ***coopératives ayant été financées (137% de la cible 2020 et 82% de la cible à mi-parcours)***, des ***membres des coopératives ayant été financés (200% de la cible 2020 et 64% de la cible à mi-parcours)*** et des ***GCS financés (35% de la cible 2020, mais, 74% de la cible à mi-parcours)*** Cependant, l'impact des retards enregistrés au démarrage du projet se fait toujours ressentir quant à l'analyse des résultats enregistrés en comparaison aux prévisions cumulées. En effet, ***sur 126 460 personnes devant avoir accès aux services financiers en zones rurales en fin de projet, à fin juin 2020, 24 152 épargnants sont enregistrés (19,09%) et 26 334 ont bénéficié du crédit (20,82%)***. Ces résultats représentent, ***en fonction de la cible à mi-parcours, respectivement environ pour l'épargne 32% et pour le crédit 34,7%***.

Concernant ***les très vulnérables (MASI), les 5 000 ménages prévus ont été ciblés (100%).*** Les fonds (première tranche) transférés en soutien à la consommation sont récents.

Au cours de la période sous revue, le projet a pu opérationnaliser les mécanismes de financement inclusif (MFIC, MFIG et MASI) en partenariat avec 3 IMF sélectionnées (la contractualisation avec WISE, la 4ème est récente). L'atteinte du résultat attendu à mi-parcours et en fin de projet ne fait aucun doute. Il importe de mentionner la disposition récente du projet d'ouvrir le partenariat aux banques commerciales en vue du financement des coopératives aux besoins en financement de montant plus élevé (hormis la BNDE).

En éducation financière, en année 2019/2020, le résultat enregistré est encourageant 2 195 personnes touchées contre 1 000 prévues (220%) ; certes, ***le résultat représente 17% de la cible à mi-parcours***, mais, l'atteinte de la cible ne fait pas de doute, compte tenu de la double stratégie mise en œuvre par le projet à travers le RIM et certaines IMF.

Au regard globalement de l'évolution des résultats et de la tendance observée (assez bonne), il est impérieux d'accélérer la mise en œuvre des résultats attendus des études socioéconomiques, de développement de produits (notamment crédits solidaires et crédit-bail) et d'appui des IMF partenaires à l'extension de l'offre en services financiers et non financiers. A cela s'ajoute la mise en œuvre des études filières prévues avec l'appui de l'ATI.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Veiller à articuler la planification des activités avec les indicateurs du cadre logique Dès prochain PTBA et continue	UFCP	
mise en œuvre des résultats attendus des études engagées Accélérer la mise en œuvre des résultats attendus des études engagées (études socioéconomiques, de développement de produits, d'appuis à l'extension et filières). (action continue)	UFCP	

Axe de développement

Ciblage et portée **Note: 4** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

Le ciblage a respecté les orientations du document de formulation du projet. Est réalisé, en première phase, le ciblage géographique de la zone d'action des autres projets techniques financés par le FIDA et la priorisation des bénéficiaires qu'ils encadrent. Le ciblage réalisé a tenu compte des catégories vulnérables, des femmes, des jeunes, des Batwa et des ménages les plus vulnérables. La capitalisation de l'expérience des projets techniques a abouti, entre autre, au ciblage des coopératives pilotes à professionnaliser. Néanmoins, le diagnostic, mettant en évidence leurs besoins d'appui, devra être affiné. Par ailleurs, le ciblage devra être affiné à l'issue des études socioéconomiques en cours, ce qui améliorera la portée du projet. La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

PAIFAR-B a ciblé les coopératives, les GCS et les jeunes entrepreneurs encadrés par les projets techniques afin de les rendre professionnels et autonomes en leur facilitant l'accès aux services financiers et non financiers par le MFIC et le MFIG. Les nouveaux mécanismes de financement sont, actuellement, mis en œuvre. Cependant, sont encore récentes, les enquêtes socioéconomiques visant à cibler (entre autre), à la fois, les zones géographiques, et les nouveaux groupes cibles (ménages, coopératives, GCS, jeunes). La mise en œuvre du MASI est encore précoce. Avec TWITEZIMBERE ASBL, en charge de l'accompagnement des très vulnérables, quelques ajustements ont été jugés indispensables au ciblage réalisé par ACCORD (entre autres, dus à : vulnérabilité non validée pour certains, bénéficiaires non retrouvés…).

La finalisation des études économiques engagées et l'accélération de la mise en œuvre recommandée au projet devrait permettre d'améliorer, assez rapidement, la portée du projet ; au 30 juin 2020, le nombre de membres touchés par le projet est de 163 998 personnes, représentant, respectivement, 48% 29% des résultats attendus à la revue à mi-parcours et en fin de projet (résultats fortement liés aux acquis issus des projets techniques),

Les accompagnateurs ont effectué un diagnostic de toutes les coopératives mises en place par les projets techniques et ont planifié les appuis techniques spécifiques en vue de les rendre plus viables. Il y a lieu de préciser que les coopératives en impayés des anciens projets techniques ne sont toujours pas éligibles au financement. Aussi, la présente mission réitère-t-elle la recommandation de la dernière mission de supervision partielle visant à assainir la situation des impayés selon une méthodologie efficace.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
stratégie genre Se référer à la stratégie genre en cours d'élaboration pour le Programme FIDA au Burundi afin d'affiner la méthodologie de ciblage habituellement utilisé par ACORD	UFCP-ACORD	11/2019
validation de bénéficiaires Veiller au respect des procédures de validation de bénéficiaires mitigeant les risques de déviation par rapport aux cibles prioritaires du projet.	UFCP	04/2020
Appuyer les groupes cibles Appuyer les groupes cibles des projets techniques (en impayés) au recouvrement à travers une méthodologie efficace.	UFCP	04/2020

Égalité des sexes et participation des femmes **Note: 5** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

Le PAIFAR-B travaille sur les groupes cibles des projets techniques qui ont déjà pris en compte les aspects genre. Les données présentées et analysées sont désagrégées par sexe, jeunes, groupes très vulnérables et des autochtones. Le taux de représentativité des femmes parmi les bénéficiaires et dans les organes de prise de décision est actuellement appréciable. Cependant, cette performance devra être maintenue avec l'extension des activités du projet, à l'issue des études socioéconomiques en cours. La performance est satisfaisante.

Principaux problèmes

Le PAIFAR-B a intégré la dimension Genre dans ses objectifs et dans ses activités comme stipulé dans le document de projet (notamment : au moins 70% des ménages les plus vulnérables, femmes et surtout les jeunes femmes, ont un accès au système financier formel avec le contrôle sur les ressources financières et non financières ; au moins 30% de femmes sont impliquées dans les instances de décision affectant le financement du monde rural et agricole ; financement de projets/technologies pouvant alléger la pénibilité du travail agricole et domestique).

A fin juin 2020, les résultats actuels enregistrés par le projet sont : (i) nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet (41% de femmes) ; (ii) nombre de personnes ayant accès aux services financiers en zones rurales-épargne (41% de femmes ; 25% de jeunes) ; (iii) nombre de personnes ayant accès aux services financiers en zones rurales-crédit (41% de femmes ; 27% de jeunes) ; (iv) membres des coopératives financées (32,5% de femmes) ; (v) membres des GCS financés (50,7% de femmes ; 31,8% de jeunes). Ces résultats affichés sont favorables, car, la représentativité des femmes est appréciable. Cependant, ils devront être relativisés dans la mesure où il s'agit de groupes cibles accompagnés, antérieurement, par les projets techniques appuyés par le FIDA. Par ailleurs, concernant les 5 000 très vulnérables ciblés (MASI), 53,26% sont des femmes, 9,70% des jeunes et 8,10% des autochtones.

Cette bonne représentativité des femmes est confirmée au regard des résultats affichés par les 3 coopératives visitées sur le terrain, respectivement : (i) 46,66%, 60,26% et 34% par rapport au nombre total de membres ; (ii) 40% à 50% impliqués dans les instances de prise de décision (conseil d'administration et conseil de surveillance).

Le projet vient de contractualiser avec le prestataire GENI pour appuyer et accompagner les bénéficiaires en matière de prise en compte du genre. La mission salue cette disposition prise et l'encourage à accélérer la mise en œuvre des activités, notamment, l'opérationnalisation de l'approche GALS qui aborde, efficacement, cette approche.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du PAIFAR-B (avec notamment les nouveaux groupes cibles), il s'avère indispensable de veiller au respect de l'approche genre du programme FIDA (en cours de finalisation). Par ailleurs, le projet devra veiller à la mise en œuvre d'actions soutenues (d'encadrement et de sensibilisation) en vue d'atteindre les résultats escomptés

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Veiller au respect de l'approche genre du programme FIDA (nouvellement élaborée).	IMF/UFCP	04/2020
bonne représentativité des femmes Veiller à assurer une bonne représentativité des femmes dans les instances de décision des coopératives et groupements	UFCP, projets techniques, IMF	04/2020
respect de l'approche genre Veiller au respect de l'approche genre à l'extension du projet, conformément au programme FIDA (en cours de finalisation).	IMF/UFCP	11/2020
Veiller à assurer une bonne représentativité des femmes dans les instances de décision des coopératives et groupements.	UFCP, projets techniques, IMF	11/2020
Veiller à une augmentation du nombre de femmes parmi les cibles directes du projet continue	UFCP	
Développer le produits financiers adaptés aux groupes vulnérables selon leurs besoins continue	UFCP	
octroi des crédits aux femmes et aux jeunes Faire un plaidoyer auprès des IMF pour une amélioration des conditions d'octroi des crédits aux femmes et aux jeunes continue	UFCP	

Productivité agricole	**Note: N/A**	
Nutrition	**Note: N/A**	
Adaptation aux changements climatiques	**Note: 3**	**Notation précédente: 3**

Justification de la note

Il s'agit d'une thématique insuffisamment abordée au Burundi. Aussi, le document de conception du projet l'a-t-il pris en compte, notamment : (i) en prévoyant d'en tenir compte dans le cadre de l'actualisation de la SNIF ; (ii) en l'intégrant en appui aux institutions financières partenaires (politiques de financement). Actuellement, dans le cadre de sa participation à la semaine de la microfinance en année 2020, une présentation a été faite par le projet (SFR) sur la finance verte. La performance est modérément insatisfaisante.

Principaux problèmes

Les différents acteurs du secteur financier au Burundi partagent la vision de prise en compte de mesures visant à tenir compte du changement climatique. Un appui technique à l'élaboration de stratégie y afférentes et à la mise en œuvre s'avère indispensable. Sur les deux premières années du projet, cette thématique n'a pas été pris en compte dans le cadre de l'évaluation de la SNIF. La mission réitère la recommandation formulée par la mission de supervision partielle d'avril 2020 sur les aspects liés aux changements climatiques.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Veiller à prendre en compte les aspects liés aux changements climatiques dans la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	07/2021
Veiller à prendre en compte les aspects liés aux changements climatiques dans la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	07/2021
Appuyer les institutions financières Appuyer les institutions financières partenaires et coopératives à la prise en compte dans leur politique et documents stratégiques du changement climatique	UFCP	08/2021

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

PAIFAR-B intervient au niveau sectoriel (macro, méso et micro), visant à contribuer à impacter efficacement ses groupes cibles. Les différents acteurs concernés (départements ministériels, profession agricole, institutions, BRB, RIM, etc.) sont représentés au sein de ses Comités de pilotage et technique. En année 2019/2020, PAIFAR-B a appuyé l'évaluation de la SNIF 2015/2020 et contribuera à son renouvellement. En appui au RIM, PAIFAR-B a contribué, efficacement, à la 2ème semaine de la microfinance tenue en août 2019 réunissant tous les acteurs du secteur financier. Enfin, PAIFAR-B s'inscrit dans la dynamique de l'approche programme projetée pour le portefeuille du FIDA et travaille en synergie et en complémentarité avec les autres projets. La performance est satisfaisante

Principaux problèmes

Les perceptions de vue sur l'implication au niveau sectoriel du PAIFAR-B sont différentes, parfois, entre ses parties prenantes (c'est le cas de la contribution du projet au financement de la nouvelle SNIF). Il en est de même de sa contribution au financement du plan de formation du RIM. Certes, PAIFAR-B intervient au niveau sectoriel. Mais, dans l'optique du document de conception du projet, les appuis devront être fortement focalisés sur le niveau micro, visant à, davantage, renforcer les groupes cibles directs. Tout en se positionnant au niveau sectoriel, le projet devra veiller à rester dans l'optique du document de conception du projet, avec un accent particulier sur ses groupes cibles directs.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
mise en œuvre des activités relevant des conventions-cadres Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux partenaires institutionnels pour la mise en œuvre des activités relevant des conventions-cadres formalisés avec eux	UFCP	11/2019
maîtrise d'ouvrage aux IMF partenaires Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux IMF partenaires de l'appui à la constitution et accompagnement des GCS, dans le cadre de la mise en œuvre de la méthodologie du crédit solidaire.	UFCP	04/2020
maîtrise d'ouvrage aux prestataires Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux prestataires quant à l'évaluation des Institutions financières partenaires (en fonction de la charge de travail appréciée des cadres). date limite non spécificiée	UFCP	
optique du document de conception Veiller à rester dans l'optique du document de conception du projet, en orientant les appuis en faveur des groupes cibles directs, tout en se positionnant au niveau sectoriel. (action continue)	UFCP/Partenaires stratégiques	

Établissement de partenariats **Note: 5** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

Dans le cadre de sa mise en œuvre, PAIFAR-B a contractualisé avec une diversité de partenaires (institutionnels et financiers). Les accords-cadres et contrats sont signés avec les partenaires à l'issue d'un diagnostic mettant en évidence les besoins réels fondant l'identification des axes d'appui à mettre en œuvre par le PAIFAR-B. Les accords-cadres intègrent un mécanisme de suivi, assorti d'indicateurs (dont le suivi d'indicateurs de performance minimale en dessous desquels les accords-cadres pourraient être suspendus). Le renouvellement du partenariat est réalisé à l'issue d'une évaluation annuelle de l'institution partenaire. Ce dispositif est jugé performant et devrait contribuer à l'atteinte des résultats attendus. La performance est satisfaisante.

Principaux problèmes

Les partenariats sont fondamentaux pour combattre la pauvreté et la faim. Dès la conception du PAIFAR-B, l'accent est mis sur la synergie avec ses projets « frères » sur financement FIDA, les institutions financières pérennes, les organisations locales de mise en œuvre, les organisations de producteurs… . Le PAIFAR-B a déjà noué des accords-cadres avec la BRB, la BNDE, le RIM et 3 IMF (la 4ème est récente). La diversification des IMF en vue du financement des groupes cibles est un atout pour le PAIFAR-B. Cependant, l'UFCP devra veiller, dans sa mise en œuvre, à mitiger les risques de concurrence entre institutions financières intervenant dans la même zone (IMF/IMF, Banques/IMF).

Dans son partenariat avec les IMF, le PAIFAR-B mène des études diagnostiques pour renforcer la capacité des IMF. L'un des buts visés est de les appuyer à la diversification des produits financiers et des clientèles cibles (visant les groupes cibles du projet).

Certaines coopératives ont pu bénéficier de financement de banque commerciale, compte tenu des besoins financiers exprimés. Il s'agit parfois de coopérative ne disposant pas d'une capacité technique suffisante. Il pourrait s'agir d'une intervention opportuniste de banque commerciale pouvant fragiliser le système de financement en cours de construction. La présente mission réitère les recommandations formulées par la mission de supervision partielle : (i) veiller à prendre en compte ces coopératives en renforcement de capacités techniques ; (ii) étudier la faisabilité de mécanisme de financement diversifié (cofinancement d'IMF, financement par une banque commerciale partenaire).

Le projet a contracté aussi avec des partenaires techniques (dont ONG ACORD, TWITEZIMBERE ASBL, la première pour le ciblage des bénéficiaires du MASI et la seconde pour l'accompagnement et le coaching desdits bénéficiaires). La mission salue ses progrès réalisés.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Ouvrir le partenariat à toutes institutions financières rurales répondant aux critères de sélection et de partenariat	UFCP	11/2019
Elargir l'objet du partenariat avec la BRB à la sélection des institutions financières partenaires	UFCP	11/2019
renforcement de capacités techniques des coopératives Veiller à prendre en compte le renforcement de capacités techniques des coopératives en relation directe avec banques commerciales.	UFCP	04/2020
financement plus adapté aux coopératives Etudier la faisabilité de financement plus adapté aux coopératives de grande taille à besoins financiers bancables élevés.	UFCP	04/2020
renforcement de capacités techniques Veiller à prendre en compte le renforcement de capacités techniques des coopératives en relation directe avec banques commerciales.	UFCP	11/2020
Etudier la faisabilité de financement plus adapté aux coopératives de grande taille à besoins financiers bancables élevés.	UFCP	11/2020
risques de concurrence Veiller à mitiger les risques de concurrence entre institutions financières intervenant dans la même zone (IMF/IMF, Banques/IMF). (action continue)	UFCP/Partenaires financiers	

Capital humain et social et autonomisation **Note: 4** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

PAIFAR-B a visé, en année 2019/2020, le renforcement des capacités économiques et financières de ses groupes cibles, contribuant à les rendre à terme autonomes. Quant aux nouveaux groupes cibles, le projet envisage de mettre en œuvre une méthodologie d'identification se fondant sur les groupements promus à la base, à l'initiative des membres, un des gages de pérennité des groupes socioéconomiques. PAIFAR-B vise également à promouvoir l'insertion économique des très vulnérables.
Enfin, PAIFAR-B, à travers le RIM et les consultants, contribue à assurer le renforcement de capacité technique et financière des institutions financières partenaires. La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

Le renforcement de capacités mis en œuvre par PAIFAR-B est axé sur l'organisation des séances de formation, les visites d'échange d'expérience, le coaching, ainsi que les campagnes de sensibilisation. Les actions de renforcement de capacités portent sur, entre autres : (i) l'éducation financière ; (ii) la facilitation de l'accès aux services financiers ; (iii) la facilitation de l'accès au marché.

Quelques impacts sont, actuellement, notés au sein des groupes cibles du projet (coopératives, GCS, membres individuels). Cependant, les besoins d'appuis restent immenses pour l'autonomisation et la professionnalisation des coopératives. Actuellement, la plupart des coopératives ne disposent pas de plan d'affaires élaboré de manière participative et professionnelle, leur permettant de mieux piloter et de mobiliser les ressources financières auprès des institutions financières. Les compétences techniques des dirigeants des coopératives demeurent insuffisantes pour une bonne tenue des outils de gestion (livre de banque, livre de caisse, registres des bénéficiaires…). La mission salue la stratégie mise en œuvre par le projet en impliquant les IMF pour le renforcement de capacités techniques.

Quant aux IMF, le renforcement de capacités techniques est en cours, surtout, en partenariat avec RIM. La promotion des groupements à la base, ainsi que l'accompagnement des très vulnérables, contribuent, incontestablement, à renforcer les liens sociaux. Cependant, la prise en compte de ces aspects sociaux (à la fois au niveau des groupes cibles et des institutions financières partenaires) est insuffisamment mesurée, limitant ainsi le suivi efficace et l'atteinte des résultats sociaux. La mission recommande au projet d'appuyer les institutions financières partenaires à assurer l'évaluation sociale, visant, entre autres, à prendre cet aspect dans leur fonctionnement.

La mission salue les dispositions prises en vue de renforcer la méthodologie et les outils d'évaluation du personnel et l'invite à poursuivre leur amélioration.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Mettre en place une coordination au niveau des UFCR pour une organisation efficiente des appuis aux coopératives	UFCP	01/2020
Renforcer les capacités techniques (en logiciel TOMPRO et élaboration de DRF) du personnel comptable et financier.	UFCP	04/2020
Affiner le système d'évaluation du personnel du projet.	UFCP	04/2020
Intégrer dans les évaluations, les aspects liés à la performance sociale (coopératives et Institutions financières).	UFCP	07/2020
Promouvoir des AGR au profit des ménages très vulnérables ciblés dans le cadre du système de progression dès 2020	UFCP	
Intégrer dans les évaluations, les aspects liés à la performance sociale (coopératives et institutions financières). (action continue)	UFCP/Partenaires	

Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	**Note: 5**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

La participation des bénéficiaires, quant à leur implication dans la planification et l'exécution des activités, est assez bonne (avis fournis à travers les ateliers régionaux et nationaux). Il en est de même des partenaires institutionnels (BRB, RIM…) et financiers (BNDE, IMF…). Cependant, la participation des institutions financières devra être améliorée en vue d'assurer une meilleure inclusion financière des groupes cibles. La performance est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

Le processus de planification (PTBA) est ascendant et participatif (consultations des bénéficiaires au niveau local à travers les Accompagnateurs pour recueillir leurs besoins et priorités, ateliers communaux, régionaux et nationaux impliquant tous les acteurs dont les représentants des bénéficiaires…).

Par ailleurs, dans le cadre du financement des groupes cibles, la participation est assez bonne (dépôts de garantie constitués des coopératives, des GCS, des membres individuels par exemple).

La participation des institutions financières est aussi relativement bonne. Cependant, la performance notée pourrait être relativisée au regard de nouvelles dispositions prises par certaines institutions (cas de TIWTEZIMBERE microfinance mobilisant la ligne de crédit en compensation des fonds propres injectés du fait de la réduction de taux d'intérêt, impayés antérieurs de projets techniques pouvant influer sur le financement des IMF, rigueur insuffisamment notée de certaines Institutions financières…). La mission recommande au projet de veiller à assainir la situation des impayés antérieurs dans le cadre du transfert de la finance rurale des projets techniques au PAIFAR-B.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Veiller à assainir la situation des impayés antérieurs dans le cadre du transfert de la finance rurale des projets techniques au PAIFAR-B. (action continue)	UFCP	

Adaptabilité des prestataires de services	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

PAIFAR-B poursuit ses efforts d'adapter les services financiers et non financiers aux besoins de ses groupes cibles. Les mécanismes de financement élaborés (MFIC, MFIG, MASI) sont mis en œuvre. Cependant, le projet devra poursuivre les efforts notés en vue de : (i) s'assurer de la mise en œuvre stricte des dispositions techniques prévues (cas du MASI) ; (ii) d'un meilleur suivi de la performance des prestataires. La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

Les efforts d'adaptation des services financiers (en relation avec les institutions financières) et des services non financiers (avec l'appui des partenaires techniques) se poursuivent. Les services prestés devront être, davantage, adaptés à l'issue des études engagées.

Par ailleurs, il y a une nécessité de promouvoir un outil de suivi des contrats et d'évaluation des fournisseurs / prestataires. Le FIDA vient de commanditer une évaluation externe de la performance des prestataires des différents projets. En général, les fournisseurs / prestataires sont notés satisfaisants par les projets. Les projets sur financement du FIDA au Burundi n'ont pas de système permettant de documenter l'exécution des obligations contractuelles et d'alimenter une base de données à ce sujet. Il y a un intérêt à mesurer, à documenter et à produire un rapport sur l'exécution par un fournisseur de ses obligations contractuelles en se dotant d'un outil de suivi des marchés, alimenté par tous les projets. Une telle capacité permettrait aux projets de fournir des informations en retour objectives aux fournisseurs et d'instituer à leur intention des programmes d'amélioration afin qu'ils remédient aux carences signalées, mais aussi de ne pas contracter avec des firmes qui n'ont pas satisfait ailleurs.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Recruter les assistants techniques (international et national) pour la promotion du financement des chaînes de valeurs	FIDA/UFCP	07/2020
Recruter l'assistant technique en finance inclusive.	FIDA/UFCP	07/2020
outil de suivi des contrats et d'évaluation des fournisseurs / prestataires Etudier, en synergie avec les autres projets financés par le FIDA au Burundi, la faisabilité de mettre en place un outil de suivi des contrats et d'évaluation des fournisseurs / prestataires.	UFCP/Autres projets techniques FIDA	12/2020
Mobiliser les opérateurs/prestataires Mobiliser les opérateurs/prestataires en fonction de leurs avantages comparatifs par rapport aux spécificités du PAIFAR-B continue	UFCP	

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	**Note: 3**	**Notation précédente: 3**

Justification de la note

Le document de conception du projet a pris en compte, les aspects environnementaux notamment : (i) en prévoyant d'en tenir compte dans le cadre de l'actualisation de la SNIF ; (ii) en mobilisant un spécialiste des questions liées à la sauvegarde environnementale et sociale en vue de faciliter la mise en œuvre à travers les politiques de financement des institutions financières partenaires. La mission salue les dispositions actuelles prises en vue de mobiliser une expertise y afférente. La performance est modérément insatisfaisante.

Principaux problèmes

Les différents acteurs du secteur financier au Burundi partagent la vision de prise en compte de mesures visant la sauvegarde de l'environnement (dont la promotion de mesures adaptatives et de financement de produits verts). Un appui technique à l'élaboration de stratégie y afférente et à la mise en œuvre s'avère indispensable. La mise en œuvre devra intégrer, lors de l'appui technique envisagé, entre autres, une section sur l'évaluation de l'impact environnemental dans le processus de préparation de plan d'affaires des coopératives.

Par ailleurs, les aspects environnementaux faisant l'objet d'une stratégie globale en cours de finalisation au FIDA (SECAP 2.0), la présente mission recommande au projet de la mobiliser et de se faire appuyer par le FIDA en vue d'identifier l'expertise adéquate.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Inclure dans les plans d'affaires des coopératives une notice d'évaluation sommaire d'impact environnemental	UFCP	03/2020
Se doter de la stratégie SECAP 2.0 du FIDA (liés aux aspects environnementaux).	UFCP/FIDA	12/2020
Identifier, avec l'appui du FIDA, l'expertise liée aux aspects environnementaux.	UFCP/FIDA	12/2020
Veiller à prendre en compte les aspects liés à la sauvegarde environnementale et sociale dans la SNIF	UFCP/BRB	07/2021
Appuyer les Institutions financières partenaires et coopératives Appuyer les Institutions financières partenaires et coopératives à la prise en compte dans leur politique des aspects environnementaux (dont introduction d'une notice d'évaluation sommaire d'impact environnemental).	UFCP	08/2021

Stratégie de retrait **Note: 4** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

La stratégie de sortie du projet intègre, entre autres : (i) la professionnalisation des partenaires institutionnels et financiers et le renforcement de leurs capacités financières ; (ii) la mise en place des instruments financiers et leur gestion professionnelle, contribuant à créer les bases de la durabilité. Par ailleurs, le PAIFAR-B, conformément au document de conception du projet, envisage d'appuyer la structuration et la formalisation d'une structure d'appui pérenne aux coopératives (à travers les accompagnateurs). La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

PAIFAR-B s'inspirera de la stratégie de sortie commune des projets financés par le FIDA au Burundi. Elle vise la mise en œuvre avec leurs partenaires des dispositions contribuant à en assurer la durabilité à la fin du projet au bénéfice de la population bénéficiaire et de ses organisations. Ainsi, le PAIFAR-B devra-t-il prendre en compte, dans ce cadre : (i) l'appropriation des activités par les bénéficiaires et leurs partenaires d'appui ; (ii) de préparer et de garantir le meilleur transfert des savoirs et des avoirs ; (iii) d'identifier au cours de la mise en œuvre, les risques/obstacles à la durabilité des résultats afin de planifier les actions stratégiques à mener.

Parmi les facteurs favorables à la durabilité des acquis du PAIFAR-B, il importe de citer, notamment : (i) l'implication active des Institutions pérennes (BRB, BNDE, RIM et institutions financières) ; (ii) l'adaptation en cours de l'environnement juridique et réglementaire global ; (iii) les appuis sélectifs, limités dans le temps en faveur des Institutions, dont financières ; et (iv) les actions de renforcement de capacités techniques.

La présente mission réitère la recommandation formulée par la mission de supervision partielle d'avril 2020, visant à affiner la stratégie de sortie du PAIFAR-B au regard de la stratégie de sortie commune des projets du FIDA au Burundi.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Affiner la stratégie de sortie du PAIFAR-B au regard de la stratégie de sortie commune des projets du FIDA au Burundi	UFCP	12/2020

Potentiel de reproduction à plus grande échelle	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

Dans le cadre de sa mise en œuvre, PAIFAR-B a porté à échelle la finance rurale amorcée par les projets techniques au Burundi, élargissant, ainsi, la portée de l'inclusion financière rurale et agricole. Hormis les groupes cibles des projets techniques et les reliquats de financement obtenus des projets techniques, le projet a pu combiner plusieurs nouveaux mécanismes de financement (MFIC, MFIG, MASI). Aussi, le projet a-t-il créé des conditions favorables et durables en vue d'institutionnaliser ses instruments financiers actuellement mis en œuvre. La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

En partenariat avec des Institutions techniques et financières, PAIFAR-B a mis en œuvre les nouveaux mécanismes de financement (MFIC, MFIG, MASI). Le financement des groupes cibles est, ainsi, amorcé. Cependant, les différentes études (socioéconomiques, de développement de nouveaux produits, filières…) devraient être antérieures au financement des groupes cibles du projet. Le financement des groupes cibles du projet amorcé devra être affiné à l'issue des études engagées.

Par ailleurs, la mise à l'échelle efficace du PAIFAR-B est conditionnée, entre autres : (i) à la portée et à la qualité des financements développés ; (ii) à une meilleure appropriation des instruments développés visant à contribuer à assurer une meilleure inclusion financière.

En conséquence, de ce qui précède, la mission réitère la recommandation de la mission de supervision partielle, visant à accélérer la mise en œuvre des études engagées.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

Les organes de pilotage et de gestion technique du PAIFAR-B sont en place et opérationnels. Les réunions se tiennent régulièrement. Le suivi des activités est réalisé. Cependant, le processus de validation des rapports des consultants est à améliorer. Par ailleurs, la mise en œuvre des procédures de passation des marchés devra être améliorée. La performance est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

Le comité de pilotage s'est réuni une fois et le comité technique se réunit une fois par trimestre (cependant, 3 réunions sur 4 sont tenues durant la période 2019/2020). Par ailleurs, durant la période, le comité technique a réalisé une mission de suivi des activités sur le terrain avec la visite de 3 coopératives, implantées dans 2 communes. La réunion de la coordination est, en principe, hebdomadaire (suivi et programmation des activités). Celle-ci est élargie aux accompagnateurs en fin de mois. Aux réunions de la coordination régionale, l'accent est mis sur le suivi des indicateurs de performance du projet et des recommandations formulées par les missions d'évaluation et de supervision. Le Coordonnateur participe aussi à la réunion mensuelle de la coordination des projets financés par le FIDA au Burundi dirigée par la Directrice Pays. Au-delà de cette réunion mensuelle, en cas de nécessité, des concertations sont tenues en vue d'apprécier et de dénouer des goulots d'étranglement qui s'érigent dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Au sein de la coordination, le comité interne d'évaluation est, actuellement, opérationnel.

Concernant, en particulier, le comité technique, deux difficultés méritent d'être mises en évidence :

- L'ordonnance n° 540.0/3008/M.H/2018 du 29/10/2018, portant nomination des membres du comité technique, conjointement signée par le Ministre/MINAGRIE et le Ministre/MFBCDE ; elle nomme les représentants au comité technique, proposés par chaque Institution, en réponse à la requête du Ministre/MFBCDE de désigner un représentant ; certains membres n'étant plus à leur poste et (parfois dans les Institutions concernées), devront-ils être remplacés par les nouveaux au poste ? La mission estime que lorsqu'un représentant n'a pas changé d'Institution, il peut demeurer membre du comité technique, tant qu'il n'est pas changé par son Ministre ;

- La prise en charge des jetons de présence des membres du comité technique ; elle devrait être imputée à la contribution du Gouvernement burundais ; cependant, les procédures de mobilisation des fonds étant, relativement, longue, les dépenses sont imputées sur les fonds FIDA ; la mission partage la disposition du projet d'adresser une requête au Ministre/MINAGRIE et au Ministre/MFBCDE en vue de la gestion autonome de la ligne de crédit portant la prise en charge des membres du comité technique.

La mission estime que les deux problèmes posés devront être discutés avec le Ministre/MINAGRIE et, compte rendu devra être fait à la Directrice Pays du FIDA.

L'évaluation du personnel du projet est réalisée pour la période de juillet 2019 à juin 2020.

En passation des marchés le projet devra assurer une planification exhaustive qui permet une meilleure gestion de la commande publique, un meilleur contrôle des activités des autorités contractantes ainsi qu'une meilleure rentabilisation des crédits qui leur sont alloués. Le PPM reste un outil privilégié pour piloter le projet et la maîtrise des échéances par une anticipation minutieuse et réaliste de toutes les étapes nécessaires, réunir les ressources, obtenir les prestations et mener les tâches nécessaires à la réalisation des missions du projet dans le cadre de ses activités.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
activités de mise en œuvre relevant des conventions respectives Déléguer aux institutions partenaires les activités de mise en œuvre relevant des conventions respectives et assurer la supervision et le suivi	UFCP	01/2020
Redynamiser le comité interne de sélection des Institutions financières et de validation des bénéficiaires potentiels du projet.	Coordonnateur	04/2020
Mettre en place une coordination au niveau des UFCR pour une organisation efficiente des appuis aux groupes cibles du projet.	Coordonnateur	04/2020
emplacement des membres du comité technique Adresser une requête aux Ministre/MINAGRIE et Ministre/MFBCDE en vue du remplacement des membres du comité technique ayant changé d'Institution.	Coordonnateur	11/2020
gestion autonome de la ligne de crédit Adresser une requête au Ministre/MINAGRIE et au Ministre/MFBCDE en vue de la gestion autonome de la ligne de crédit portant la prise en charge des membres du comité technique.	UFCP	11/2020

Gestion des savoirs **Note: 4** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

Les mécanismes de gestion des savoirs du PAIFAR-B se réfèrent à la stratégie opérationnelle de communication et de gestion des savoirs au sein du programme pays FIDA. Des activités y relatives sont programmées (cf. PTBA) et mises en œuvre. Cependant, la documentation de bonnes pratiques et la formation des différents acteurs du projet devront se poursuivre. La performance est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

La mise en œuvre de la gestion des savoirs du PAIFAR-B est assurée par : (i) un système de collecte et de gestion de l'information ; (ii) le renforcement de capacités des différents acteurs du projet ; (iii) les actions de communication et de visibilité ; et (iii) la capitalisation des expériences.

Le dispositif de suivi-évaluation du PAIFAR-B permet la collecte régulière des données, l'élaboration et le partage des rapports périodiques d'activités. Les activités de communication pour renforcer la visibilité du projet ont été réalisées à travers la publication (sur les médias nationaux et les radios communautaires) de 3 spots de sensibilisation sur l'éducation financière, l'alimentation équilibrée, la pandémie de la COVID-19 et le changement climatique. Des publireportages, des émissions et des reportages ont été publiés via la radio-télévision nationale et les médias privés (Isanganiro, Iwacu Magasine, Jimbere, Mashariki TV, etc.) dans le but de promouvoir la finance rurale en général et l'inclusion financière en particulier. Par ailleurs, 150 Polos et 250 T-shirts ont été aussi produits et distribués. Le PAIFAR-B a profité des canaux de diffusion des savoirs mis en place par le programme pays (site web, compte twitter et page Facebook) pour diffuser divers articles. Une scène théâtrale, appelée « NINDE » animée en langue nationale et très écoutée et appréciée par les Burundais, a été diffusée sur la radio-télévision nationale visant le même objectif. La mission encourage le projet a utilisé, davantage, cette troupe théâtrale dans d'autres séances de sensibilisation des bénéficiaires.

La mission apprécie la stratégie adoptée par le projet en organisant des visites d'échange d'expériences entre coopératives. La mission encourage le projet à intensifier ces actions tout en veillant à documenter les cas de succès ou d'échec des groupes cibles concernés. La stratégie et le plan de communication et gestion des savoirs sont élaborés ; cependant, ils devront être affinés en termes, notamment, de rôle et responsabilités des acteurs de mise en œuvre des activités identifiées. Par ailleurs, la documentation du savoir endogène issu des communautés bénéficiaires, des expériences des prestataires de services et des partenaires au développement doit être un processus continu. Le projet a déjà élaboré une fiche de produit GCS en vue d'harmoniser les approches et capitaliser les acquis des IMF et des projets techniques. Cette disposition doit se poursuivre sur les approches et pratiques innovantes du projet.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Affiner la stratégie et le plan de gestion des savoirs.	UFCP/ Responsable CGS	12/2020
fiches de capitalisation Elaborer les fiches de capitalisation (success story) des coopératives diagnostiquées et les partager avec les différents acteurs continu	UFCP	
enseignements tirés Poursuivre la sélection, la capitalisation et la mise à l'échelle des enseignements tirés de la mise en œuvre des activités et des bonnes pratiques notées. (action continue)	UFCP/ Responsable CGS	

Utilisation optimale des ressources	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

Au 30/06/2020, le taux de décaissement du PTBA 2019/2020 est estimé à 73,61% (les dépenses de coordination et gestion du projet représentant environ 71,60%). Pour la même période, le taux de réalisation physique est estimé à 74,37% fortement tiré par la composante 3, 83,35% (coordination du projet). Quoique des progrès récents aient été réalisés, plusieurs principaux produits du projet ne sont pas encore délivrés, essentiellement, dû aux retards observés au démarrage du projet et dans la réalisation des études préalables au financement. Au regard des résultats enregistrés, la performance est jugée modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

A fin juin 2020, PAIFAR-B est à 24 mois de mise en œuvre (effective) et se situe à environ 1 an de la revue à mi-parcours. Le déséquilibre observé entre coûts récurrents et réalisations physiques s'explique, essentiellement, par les retards enregistrés au démarrage du projet et dans la mise en œuvre des études préalables au financement, avec un impact défavorable sur la délivrance des produits des composantes opérationnelles du projet. Par composante technique, les principales raisons sont notées ainsi qu'il suit : (i) temps relativement plus long pour la mise en place de l'API Switch et orientation de la BRB sur la finalisation du diagnostic de la SNFI (composante 1) ; (ii) retard dans la mise en œuvre effective des mécanismes de financement développés (MFIC, MFIG et en particulier l'opérationnalisation du MASI, nouveaux mécanismes devant être appropriés par les partenaires de mise en œuvre), pour la composante 2.

Par ailleurs, la quasi-totalité des ressources humaines et matérielles sont en place et le personnel améliore de plus en plus sa maîtrise du projet, ce qui augure de résultats plus encourageants d'ici à la revue à mi-parcours du projet. Enfin, la tendance positive anticipée est confortée par les études économiques actuellement engagées et l'appui attendu de l'ATI.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées	**Note: 4**	**Notation précédente: 3**

Justification de la note

Le processus d'élaboration du PTBA est inclusif et participatif. Les budgets et les résultats attendus sont cohérents avec les objectifs poursuivis. Les activités mises en œuvre sont celles qui se trouvent dans le PTBA approuvé. Au 30 juin 2020, les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2019-2020 sont, respectivement, de 74,37% et 73,61%. Cette performance du projet, affectée par le retard enregistré au démarrage, dans la mise en œuvre des études et par l'impact de la pandémie de la COVID-19, est jugée modérément satisfaisante.

Évaluation du PTBA

Au 30 juin 2020, le PTBA 2019/2020 est exécuté à hauteur de 74,37%, respectivement, 42,91% pour la composante 1, 67,34% pour la composante 2 et 83,35% pour la composante 3. La performance modérée s'explique, surtout, par le retard enregistré au démarrage, dans la mise en œuvre des études et par l'impact de la pandémie de la COVID-19. A cela s'ajoute le retard dans la mise en œuvre des mécanismes financement développés, dont le MASI. Cette dernière raison se justifie, surtout, par la difficulté d'identifier un partenaire expérimenté assurant la mise en œuvre efficace et le temps d'appropriation des méthodologies et outils développés.

Par composante, les taux de décaissement pour le PTBA 2019-2020 au 30 juin 2020 sont : (i) 21,94 % pour la composante 1 ; (ii) 79,77% pour la composante 2 ; (iii) et 71,60% pour la composante 3.

Actuellement, plusieurs marchés sont enclenchés (notés en début de période 2020/2021). La mission salue cette disposition actuelle du projet et l'encourage à accélérer la mise en œuvre des études dès que les résultats sont disponibles. A cela s'ajoute l'impérieuse nécessité d'accélérer les études filières, notamment, avec l'appui de l'ATI.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Annexer un calendrier de mise en œuvre et un plan de décaissement des fonds aux accords-cadres.	UFCP	04/2020
Accélérer la réalisation des études filières avec l'appui de l'ATI.	UFCP	11/2020

Performance du système de suivi-évaluation	**Note: 5**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

Le dispositif de suivi-évaluation du PAIFAR-B est en place et opérationnel. La collecte des données se fait régulièrement et permet l'alimentation du SEAD et la production des rapports périodiques à temps. Les données recueillies sont ventilées par sexe, âge et groupes vulnérables. La planification des activités impliquent toutes les parties prenantes. Les recommandations des missions précédentes sont suivies et mises en application. La performance est jugée satisfaisante.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Les outils de suivi-évaluation ont été élaborés notamment le manuel de suivi-évaluation, le manuel d'exécution et les fiches de collecte des données. Le PTBA est élaboré de manière participative à travers l'implication de toutes les parties prenantes au niveau central et décentralisé et le projet dispose des PTBA régionaux pour les quatre UFCR et un PTBA national consolidé.

Le SIG des IMF permet actuellement l'extraction et le partage des données en rapport avec les crédits et l'épargne des bénéficiaires du projet contrairement à ce qui se faisait auparavant où les données étaient mélangées avec celles des non bénéficiaires du PAIFAR-B. Au niveau de chaque UFCR, les Accompagnateurs effectuent mensuellement la collecte et la saisies des données dans le SEAD. L'exportation de ces données se fait trimestriellement, suivi du traitement après leur validation par le responsable suivi-évaluation, entre autre, en les désagrégeant par sexe, jeunes et Batwa. Au démarrage de la mise en œuvre du MASI, afin d'assurer un meilleur suivi de l'évolution des ménages très vulnérables, des fiches simplifiées pour la collecte de l'information ont été mises en place, en concertation avec le prestataire de service TWITEZIMBERE ASBL (la finalisation des fiches est en cours).

A chaque trimestre, le responsable du suivi-évaluation organise des descentes sur le terrain pour le suivi de la mise en œuvre des activités dans chaque UFCR. Ces missions de terrain permettent d'évaluer le degré et la qualité de mise en œuvre des activités du projet et d'apprécier les écarts et les changements induits auprès des bénéficiaires.

Les rapports de ces missions de terrain sont partagés avec les UFCR et l'UFCP et permettent la prise de décision judicieuse. Des rapports trimestriels, semestriels et annuels sont également élaborés pour renseigner l'état d'avancement du projet. Le rapport final de la situation de référence élaboré et l'intégration des indicateurs SMRO ont permis de compléter le cadre logique du projet qui, actuellement, est régulièrement mis à jour. Les données du cadre logique non encore renseignées concernent uniquement les indicateurs d'effets et d'impacts ; la mise à jour se fera à l'évaluation à mi-parcours et une périodicité de suivi sera définie jusqu'à l'achèvement du projet.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Accélérer le processus de mise en place d'une base de données informatisée et automatisée.	UFCP	04/2020
Intégrer dans tableau de bord des IMF le suivi individuel des bénéficiaires	IMF/UFCP	06/2020
AT FIDA cadre logique Une assistance technique du FIDA pour vérifier l'intégration des indicateurs SMRO et l'actualisation du Cadre logique	UFCP	06/2020
Appuyer les IMF Appuyer les IMF à inclure dans leur SIG le suivi individuel et à générer automatiquement les indicateurs de performance du portefeuille PAIFAR-B	UFCP	06/2020
Mise en place d'une base de données informatisée et automatisée continue	UFCP	
Former les cadre UFCP, UFCR, F sur les outils de Suivi-évaluation continue	RSE	
Former les cadres UFCP, UFCR, IMF sur les outils de suivi-évaluation. date limite non spécifiée	UFCP/RSE	

Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

Une note SECAP (Appendice 13 du Rapport de conception de projet) a été rédigée, qui classifiait le PAIFAR-B comme un projet de catégorie B et de risque climat modéré. Un plan de gestion social et environnemental préliminaire a été développé, qui définissait quelques paramètres de risque et les actions y associées ainsi que le suivi proposé pendant la mise en oeuvre du projet

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable	**Note: 3.0**	**Notation précédente: 3**

Justification de la note

Au 30 octobre 2020, le Don FIDA 20000001940 est mobilisé (y compris l'avance initiale) à 23 % (4,1 millions sur 17,95 millions DTS) et est utilisé à 15 % (dépenses justifiées dans ICP, hors l'avance initiale de 1,44 millions DTS). En prenant en compte, les décaissements à soumettre en DRF (d'un montant de 622 mille DTS, équivalant à 845 mille USD), le taux d'utilisation sera de 18 %.

Principaux problèmes

Après 2 ans et 9 mois de mise en vigueur sur les 7 ans prévus (date d'achèvement : mars 2025), le taux d'utilisation (15 % ou 18 % avec les décaissements à soumettre en DRF) du financement est faible, au regard du profil de décaissement prévu dans le Costab.

L'analyse de l'utilisation des financements par catégorie révèle que la catégorie « Consultants », comprenant les études, les formations, l'assistance technique et les contrats de service, n'est seulement utilisée qu'à 7,5 %, alors qu'elle représente 22 % de l'allocation total du Don FIDA 20000001940.

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière	Note: 5	Notation précédente: 5

Justification de la note

Le système de gestion financière est globalement satisfaisant. La comptabilité est à jour et l'exécution du budget est suivie dans le logiciel comptable. Les immobilisations sont suivies à l'aide d'un identifiant individuel et inventoriées. Les recommandations de la mission de novembre 2019 et de l'audit externe sont mises en œuvre, respectivement, à 75% et 72%. Toutefois, le PAIFAR-B devra mettre à jour les règles de gestion et les procédures administratives et financières de novembre 2018.

Principaux problèmes

Équipe de gestion financière: Le PAIFAR-B a recruté une RAF (depuis décembre 2019) et un assistant comptable, et a résilié le contrat du comptable, à la suite de l'évaluation des performances au titre de l'exercice 2019. Le Projet utilise les services de consultants, en fonction des besoins de l'équipe de gestion financière. La mission recommande au Projet d'accélérer le recrutement d'un comptable.

Budget: Au 30 octobre 2020, le budget de juillet 2020 – juin 2021 est réalisée à 4,72 % sur un total de 10,1 millions USD. Les catégories « services de consultants », « lignes de crédit » et « dons », qui représentent 82 % du budget, ne sont décaissés qu'à 2 %. Considérant le taux d'exécution du budget 2020-2021 de 4,72 %, après 4 mois d'activités, et le taux d'exécution du budget 2019-2020 de 70,6 %, sur un budget total de 5,2 millions USD, la mission attire l'attention du projet sur la nécessité d'adopter un budget en fonction des possibilités d'exécution, pour en faire un outil de prévision efficace. La mission recommande au Projet de réévaluer les possibilités d'exécution des activités prévues dans le PTBA 2020-2021, notamment avec le contexte de la COVID19, et de réviser le PTBA en conséquence.

Mobilisation et utilisation des fonds*:* L'état de réconciliation de l'avance de 2 millions USD au compte présente des décaissements de 212 mille USD non encore justifiés et un préfinancement au PAIVA-B, d'un solde de 23 mille USD (163 mille USD remboursés sur un préfinancement total de 186 mille USD). La mission recommande au projet de joindre à l'état de réconciliation de l'avance au compte désigné un état détaillé des décaissements en attente de justification et d'éviter d'effectuer un préfinancement à un autre projet.

Au 30 octobre 2020, l'allocation des IMF/Banques est utilisée à 6 %, soit 560 mille USD su 8,9 millions USD, représentant les financements accordés par la FENACOBU et la CECM sur fonds propres aux bénéficiaires du projet dans le cadre du contrat tripartite et accord-cadre entre ces IMF et le PAIFAR-B.

Le PAIFAR-B n'a pas encore constaté dans ses registres comptables les contributions des bénéficiaires (prévues pour 2,1 millions USD), car il est en train d'élaborer une note d'application définissant les modalités de calcul et de validation des contributions des bénéficiaires et des partenaires. La mission suggère au Projet de communiquer la note finalisée au FIDA pour avis.

La mission a revu les pièces justificatives d'un échantillon de 68 % (soit 1.6 millions USD) des dépenses incluses dans les DRFs (DRF 6, 8 et 9) soumises au FIDA. La mission recommande au projet de traiter les commentaires et de mettre en œuvre les recommandations de contrôle interne détaillées dans la note de conclusion de la revue des transactions.

Contrôles internes*:* À la date de la mission, le projet n'a pas encore mis en œuvre la recommandation de novembre 2019, consistant à mettre à jour le manuel de gestion administrative et financière. Pour rappel, le Manuel des procédures de gestion administrative, financière et comptable, en cours d'utilisation, est daté de novembre 2018.

Les données du projet montrent que, sur les 8 recommandations de la mission de supervision de novembre 2019, sept (7) sont mises en œuvre et une est en cours de mise en œuvre (elle porte sur la méthodologie de valorisation des contributions de bénéficiaires). Concernant les 21 recommandations de l'audit externe 2019, quinze (15) ont été mises en œuvre, cinq (5) sont en cours de mise en œuvre et une (1) n'est pas encore mise en œuvre. La mission recommande au projet de finaliser la mise en œuvre des cinq (5) recommandations de l'audit externe restantes.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Comptable Accorder au comptable une période de 3 mois pour s'ajuster et prendre en mains ses fonctions et évaluer ses performances	Coordonateur	02/2020
Recruitement Recruter un assistant comptable	Coordonateur	03/2020
Recommendations AE Finaliser la mise en en œuvre des cinq (5) recommandations de l'audit externe restantes.	Coordonateur/RAF	12/2020
Le manuel de gestion financiere Mettre à jour le manuel de gestion administrative et financière (Mission de supervision, novembre 2019)	coordonnateur	12/2020
Recommendations CI Traiter les commentaires et mettre en œuvre les recommandations de contrôle interne détaillées dans la note de conclusion de la revue des transactions.	RAF	12/2020
Mobilisation et utilisation des fonds Joindre à l'état de réconciliation de l'avance au compte désigné un état détaillé des décaissements en attente de justification et ne pas d'effectuer un préfinancement à un autre projet.	RAF	12/2020
Budget Réévaluer les possibilités d'exécution des activités prévues dans le PTBA, notamment avec le contexte de la COVID19, et réviser le PTBA en conséquence.	Coordonnateur/RAF	12/2020
Contributions beneficiaires Adopter une méthodologie de valorisation, de documentation et de comptabilisation des contributions bénéficiaires (Mission de supervision, novembre 2019)	Coordonnateur/RAF	02/2021
Recruitement Recruter un comptable	Coordonnateur/RAF	03/2021

Qualité et ponctualité des audits **Note: 4** **Notation précédente: 4**

Justification de la note

L'audit a abouti à une opinion sans réserve mais avec une observation sur les principes comptables suivis. Le rapport d'audit ne contient pas les états suivants : état de reconstitution de l'avance au CD, inventaire des immobilisations et emplois par composante.

Principaux problèmes

L'audit a abouti à une opinion sans réserve mais avec une observation sur les principes comptables suivis. Cette observation de l'auditeur lui permet de conclure que le "rapport est destiné uniquement au projet PAIFAR-B et au FIDA et ne doit pas être distribué ou utilisé par des parties autres que le Projet PAIFAR-B et le FIDA". Or, les TDR contenus dans

le Manuel du FIDA précisent que le rapport d'audit sera publié.

Le rapport d'audit ne contient pas les états suivants : état de reconstitution de l'avance au CD, inventaire des immobilisations et emplois par composante.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Répartition des tâches dans la saisie des transactions dans le logiciel TOMPRO Nous avons noté une absence de ségrégation des tâches dans l'imputation des transactions dans le logiciel. Toutes les tâches automatisées sont effectuées par la RAF; le comptable prépare les imputations, la RAF les valide et les saisit. Nous recommandons la mise en place d'un processus d'approbation des imputations indiquant distinctement qui (et quand) initie l'opération, la hiérarchie des approbations nécessaires. Le logiciel devrait être configuré aussi de façon à différentier les utilisateurs et leurs droits respectifs pour faciliter le processus de saisie de toutes les imputations et transactions y compris celles de correction et d'annulation. Les tâches de saisie des transactions dans le logiciel sont du ressort du comptable, la RAF devant s'occuper de la validation après vérification. La Coordination du projet prendra, sans tarder, les mesures qui s'imposent.	RAF / Chef Comptable	03/2020
Justification de l'écart de BIF 17.981.216 entre le montant des avances des bailleurs et la balance garantir la fiabilité des états financiers Nous avons constaté un écart non justifié de BIF 17.981.216 entre le montant des avances des bailleurs renseigné par le Bilan (BIF 2.148.771.056) et celui renseigné par la balance générale des comptes BIF 2.166.752.272. Nous recommandons la justification de cet écart pour garantir la fiabilité des états financiers. Comme le système TOMPRO vient d'être re-paramétré pour tenir compte des normes du FIDA, il peut y avoir quelques imperfections et le Projet s'emploie à les relever pour leur correction.	RAF	03/2020
Production de tous les états financiers exigés par le FIDA L'auditeur a recommandé la production de tous les états financiers exigés par le FIDA afin de se conformer au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le FIDA La réponse du Projet est la suivante : "Le Projet ne dispose pas de fonds propres ; tous les fonds qu'il utilise proviennent des Bailleurs notamment le FIDA et le Gouvernement du Burundi. Pour ce qui est du flux de trésorerie, le paramétrage n'a pas encore Introduit cet état ; nous avons déjà contacté notre fournisseur TOMATE pour la mise à jour de leur logiciel et nous sommes toujours en attente".	RAF	03/2020

Fonds de contrepartie **Note: 3** **Notation précédente: 2**

Justification de la note

Au 30 octobre 2020, le montant total de la contrepartie du Gouvernement constaté est de 173 mille USD (soit 7 % du montant de 2,6 millions USD prévu dans l'accord de financement).

Principaux problèmes

Le faible taux des fonds de contrepartie constatés dans les registres du PAIFAR s'explique, en partie, par le fait que les fonds de contrepartie sont constitués essentiellement d'exonérations d'impôts et taxes diverses grevant les travaux, les biens et services du Projet, et par conséquent, ils sont corrélés aux activités du PTBA.

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Méthodologie de valorisation Définir la méthodologie de valorisation, de documentation et de comptabilisation des contributions de l'Etat et des bénéficiaires	RAF/RSE	12/2019

Conformité avec les clauses des prêts	**Note: 5**	**Notation précédente: 5**

Justification de la note

Le projet s'est globalement conformé aux clauses de l'accord de financement auxquels il était tenu au cours de la période couverte par la mission. La performance est satisfaisante.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés	**Note: 4**	**Notation précédente: 4**

Justification de la note

La passation des marchés est conforme à l'accord de financement et à la lettre au bénéficiaire. La lettre au bénéficiaire du PAIFAR-B a été signée le 03 octobre 2017 et son contenu est reflété dans le PPM. La passation des marchés est conforme au PTBA approuvé. La nature et la quantité des biens/services correspondent aux activités du PTBA. Néanmoins, le projet a exécuté 2 contrats d'une valeur de 242,846 USD prévus au PTBA, mais, non pris en compte au PPM. Les prix sont en général inférieurs aux prévisions budgétaires du PTBA. Les diminutions varient de 3% à 100%. Le registre des contrats est à jour et complet. Les garanties sont en place et suivies. Les contrats sont souvent exécutés avec des retards. 14 contrats représentant 38% du budget total prévisionnel ont été reportés.

Évaluation de la passation des marchés

Le PPM 2019/2020 prévoit 24 marchés subdivisés en marchés de fournitures (6) et de services (18) pour des budgets respectifs de 0.99 milliards BIF et 0.93 milliards BIF, soit un budget total de 1.92 milliards BIF (ou 0.98 millions USD). Le projet a exécuté 2 contrats d'une valeur de 242,846 USD non prévus dans le PPM, mais, prévu au PTBA. Cependant, le projet a informé le FIDA sur cette irrégularité et a requis l'avis de non objection pour exécuter ces marchés indispensables pour réaliser les objectifs du PTBA. Le projet est en train de réviser le PPM pour y inclure tous les marchés prévus au PTBA. Les responsables techniques et le responsable de passation des marchés doivent collaborer pour identifier, à partir du PTBA, tous les marchés à programmer. Le projet n'est pas à jour sur le CMT (ICP).

Pour les progrès faits dans l'exécution du PPM 2019/2020 : (i) 9 contrats d'une valeur de 1,91 milliards BIF (60% du budget du PPM) sont achevés ; (ii) 1 contrat de 0,03 milliard BIF (2%) est en cours d'exécution sur le PTBA 2020/2021 ; (iii) 14 marchés de 0,73 milliards BIF (38%) n'ont pas démarré.

Deux marchés représentant 10% de la valeur totale des marchés du PPM ont respecté le calendrier prévisionnel, 8 marchés représentant 40% ont connu des retards et 14 marchés représentant 38% n'ont pas démarré pendant tout l'exercice 2019/2020. Certains marchés avaient été planifiés alors que les partenaires ne sont pas prêts (BRB et RIM). L'étude de faisabilité des guichets ruraux a été abandonnée, car, l'aspect sera abordé dans l'étude socio-économique et l'étude de faisabilité des nouvelles technologies.

Les délais de livraison des biens et des services ne sont pas respectés pour plusieurs raisons : (a) **raisons internes** : (i) indisponibilité des membres des comités d'évaluation ou de réception ; (ii) préparation tardive des spécifications techniques / termes de référence ; (iii) marchés planifiés, alors que les partenaires ne sont pas prêts ; (b) **raisons externes** : (i) capacités insuffisantes des entreprises d'exécution ; (ii) accès problématique aux devises fortes pour l'importation ainsi que les marchés frappés par les effets COVID-19 ; (iii) marchés de prestations intellectuelles sous seuils des revues a priori, mais, traités via NOTUS afin d'avoir l'appui du FIDA parce que le domaine d'inclusion financière n'est pas assez maîtrisé.

Les recommandations des missions antérieures d'audits, d'appui et de supervision sont suivies : sur 8 recommandations, 7 ont été exécutées et une 1 s'est révélée difficile à appliquer.

Le manuel de gestion du projet est en train d'être actualisé pour, entre autres, refléter les mises à niveau des procédures du FIDA et formaliser les processus, les procédures et les systèmes d'administration des contrats.

L'archivage physique est fait de manière ordonnée. Le projet n'a pas acquis de logiciel pour la sauvegarde électronique des dossiers. La mission recommande un archivage électronique qui facilite l'accès aux documents et en assure une conservation certaine.

La mission a aussi passé en revue le PPM et le registre des contrats pour l'exercice 2020/2021 qui a débuté le 1er juillet 2020. Il se dégage les observations ci-après : (i) le PPM est incomplet parce qu'il ne reprend pas plusieurs marchés prévus dans le PTBA ; il est à mettre à jour ; (ii) les dates et les délais prévus au PPM ne sont pas respectés pour certains marchés et les retards commencent à se manifester. Mais, vu le nombre de marchés réalisés pendant les 4 mois d'exécution du PTBA 2020-2021, la mission note une amélioration ; cependant, le projet doit rester en alerte pour respecter le timing.

L'analyse du PPM montre également que le lancement de plusieurs de marchés a été planifié au début du mois Juillet 2020, date imposée par l'urgence d'exécuter les marchés liés à la prévention contre la pandémie de la COVID-19.

Action convenue	***Responsabilité***	***Date convenue***
Actualiser le PPM	RPM	11/2019
Explorer les flexibilités offertes par le FIDA en raison du COVID-19.	Coordonnateur	04/2020
Confier à l'avocat conseil des projets le marché litigieux en perspective.	Coordonnateur	04/2020
suivi des paiements Le RPM doit faire un suivi des paiements pour s'assurer qu'ils sont faits en temps utiles pour ne pas pénaliser les fournisseurs	RPM	11/2020
Gestion des archivages Acquérir un logiciel d'archivage électronique et de gestion du courrier et procéder à l'archivage électronique de tous les documents de marchés.	Coordonnateur /RPM	03/2021
marchés complexes Apprécier au cas par cas les marchés complexes dont le dépôt des offres pourrait se faire à Bujumbura, moyennant la mise en place d'une commission d'ouverture sur place continue	Coord./ RPM	
Déléguer la maîtrise d'œuvre aux prestataires dans le respect des règles de passation de marché continue	Coordonnateur	
Définir clairement les critères d'évaluation pour les marchés de services de consultant continue	RPM	
Anticiper sur la planification des marchés et grouper ceux de même nature continue	RPM	
Plan de passation de marchés (PPM) Les responsables techniques et le responsable de passation des marchés doivent travailler en collaboration pour identifier à partir du PTBA toutes les activités qui seront exécutés sous forme de marchés. (action continue)	RPM / RFR	

Processus et procédures d'évaluation et d'attribution des contrats Maîtriser les délais de lancement des marchés selon les dates prévues au PPM et les délais d'évaluation des offres. (action continue)	RPM / Coordonnateur	
Revue à posteriori des contrats Formaliser la gestion des contrats : délivrer des attestations de bonne fin pour les services, gérer de façon formelle les cas de retards (mise en demeure, extension des délais, …). (action continue)	Coordonnateur /RPM	

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	**Note: 4.04**	**Notation précédente: 4.0**
Évaluation de la performance globale de l'exécution	**Note: 4.08**	**Notation précédente: 4.0**

F. Actions convenues

Action convenue	*Responsabilité*	*Date convenue*
Vue d'ensemble et avancement du projet		
mobilisation des ressources disponibles Accélérer la mobilisation des ressources disponibles au titre du transfert de patrimoine des autres projets vers PAIFAR-B immédiat	UFCP/PROJETS FIDA	11/2019
pratiques de refinancement et de garantie Mettre en cohérence les pratiques de refinancement et de garantie avec les dispositions et modalités définies dans les manuels et surseoir aux mesures de subvention multiples aux IMF immédiat	UFCP	11/2019
Définir avec les partenaires concerné la feuille de route pour l'actualisation de la SNIF et la financer	UFCP/BRB/RIM	12/2019
Responsabiliser la BRB pour la sélection des institutions candidates au partenariat avec le projet	UFCP	12/2019
Accélérer la mise en œuvre du dispositif de financement en vue de répondre aux demandes en instance	UFCP/BNDE	12/2019
enjeux actuels de la finance inclusive au Burundi Identifier avec la BRB les thématiques complémentaires à étudier, au regard des enjeux actuels de la finance inclusive au Burundi, préalablement à l'élaboration de la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	04/2020

IF viables Mitiger les risques de partenariat (avec les Institutions financières), en sélectionnant les Institutions financières à forte maturité et disposant une bonne perspective de viabilité.	UFCP	04/2020
Exiger des partenaires financiers les rapports de financement selon la périodicité prévue.	UFCP	04/2020
Actualiser le diagnostic des IMF partenaires classiques (autres que FENACOBU et CECM).	UFCP/SRF	04/2020
Contractualiser, sans délai, avec les IMF à viabilité certaine.	UFCP/SRF	04/2020
Réaliser l'étude socioéconomique prévue.	UFCP/SRF	04/2020
renforcement institutionnel, Prendre en compte, en renforcement institutionnel, les besoins en gestion du crédit-bail, la faisabilité de la mise en œuvre par les IMF de la promesse d'hypothèque.	UFCP/SRF	04/2020
Accélérer l'appui aux IMF pour l'accompagnement des GCS, en lien avec le développement du crédit solidaire	UFCP/SRF	04/2020
analyse de la contribution financière des Institutions financières partenaires Mettre en place un mécanisme en vue d'assurer, efficacement, l'estimation et l'analyse de la contribution financière des Institutions financières partenaires dans le financement des groupes cibles du projet	UFCP/SRF	04/2020
formations prévues Dispenser les formations prévues sur le PTBA 2019 -2020 et inscrire la formation des IMF dans le cadre du partenariat avec RIM décembre 2019 et mai 2020	UFCP/RIM	05/2020
Se doter de méthodologie et d'outils adéquats (dont CAM utilisé) en vue de professionnaliser le diagnostic des coopératives.	UFCP/SRF	06/2020
enquête sur la demande en services financiers et non financiers Réaliser une enquête sur la demande en services financiers et non financiers sur un échantillon plus large (tout en restant dans l'optique du DCP (efficience).	UFCP/BRB	07/2020
Renforcer les compétences des accompagnateurs en diagnostic de coopérative.	UFCP/SRF	07/2020

nouvelle SNIF Anticiper (pour 2020/2021) l'appui à la BRB à l'élaboration de la nouvelle SNIF (en veillant sur les aspects environnementaux et son dispositif opérationnel.	UFCP/BRB	08/2020
axes de renforcement Apprécier avec les Institutions financières partenaires (BRB et IMF), dans quelle mesure les axes de renforcement identifiés seront mis en œuvre (appuis du PAIFAR-B et d'autres partenaires).	UFCP/BRB/IMF partenaires	12/2020
Préciser le chronogramme de mise en œuvre des activités prévues dans le PTBA (pour chaque partenaire).	UFCP/Partenaires	12/2020
Etudier la faisabilité de la contribution du projet au fonctionnement des partenaires appuyés.	UFCP/Partenaires	12/2020
études identifiées afin d'affiner l'évaluation de la SNIF 2015/2020 Contribuer, à hauteur des prévisions du document de conception du projet, à réaliser les études identifiées afin d'affiner l'évaluation de la SNIF 2015/2020.	UFCP/BRB	01/2021
élaboration de la nouvelle SNIF Anticiper l'appui à la BRB à l'élaboration de la nouvelle SNIF (en veillant sur les aspects environnementaux et son dispositif opérationnel).	UFCP/BRB	02/2021
partenariat avec les institutions financières Diversifier le partenariat avec les institutions financières répondant aux critères d'éligibilité définis, sous la responsabilité légale et institutionnelle de la BRB immédiate et continue	UFCP/BRB	
mise en œuvre des instruments financiers Diligenter la mise en œuvre des instruments financiers et veiller à l'application du schéma de financement à coûts et risques partagés immédiate et continue	UFCP	
approche de facilitation de proximité Adapter l'approche de facilitation de proximité conduite par les accompagnateurs en fonction des zones : (i) réponse à la demande dans les zones des opérateurs des autres projets ; (ii) déploiement complet dans les autres zones continue	UFCP/UFCR	
Adopter l'approche MOD pour l'exécution des partenariats institutionnels et stratégiques. immédiate et continue	UFCP & PARTENAIRES	

Promouvoir des AGR Promouvoir des AGR au sein des ménages très vulnérables destinataires des appuis basés sur le modèle de progression A partir de janvier 2020	UFCP	
Formations Organiser les formations à distance, tout en intégrant dans les termes de référence, la possibilité de les combiner avec le coaching et/ou recyclage visant à affiner les connaissances en présentiel dès que les voyages internationaux seraient possibles (Action continue)	UFCP	
pourparlers avec chaque acteur Poursuivre les pourparlers avec chaque acteur (BRB/BNDE/IMF/Bénéficiaires) en vue de contribuer à assurer une offre durable en services financiers en faveur des populations cibles. (action continue)	UFCP/Partenaires	
Appuyer les coopératives à disposer de plan d'affaires de qualité (en français et synthétique en Kirundi). action continue	UFCP/UFCR	
Appuyer les coopératives Appuyer les coopératives à disposer de personnel de qualité (gérant et comptable) en adéquation à la taille des coopératives. (action continue)	UFCP/UFCR /Partenaires	
Veiller au strict respect de la méthodologie MASI validée, en conformité aux TDR. action continue	UFCP/Twitezimbere ASBL	
stratégie de mitigation des risques Veiller à développer une stratégie de mitigation des risques de concurrence entre IMF partenaires intervenant dans des zones proches. (action continue)	UFCP/IMF	
Efficacité en matière de développement		
stratégie genre Se référer à la stratégie genre en cours d'élaboration pour le Programme FIDA au Burundi afin d'affiner la méthodologie de ciblage habituellement utilisé par ACORD	UFCP-ACORD	11/2019
validation de bénéficiaires Veiller au respect des procédures de validation de bénéficiaires mitigeant les risques de déviation par rapport aux cibles prioritaires du projet.	UFCP	04/2020

Appuyer les groupes cibles Appuyer les groupes cibles des projets techniques (en impayés) au recouvrement à travers une méthodologie efficace.	UFCP	04/2020
Veiller au respect de l'approche genre du programme FIDA (nouvellement élaborée).	IMF/UFCP	04/2020
bonne représentativité des femmes Veiller à assurer une bonne représentativité des femmes dans les instances de décision des coopératives et groupements	UFCP, projets techniques, IMF	04/2020
respect de l'approche genre Veiller au respect de l'approche genre à l'extension du projet, conformément au programme FIDA (en cours de finalisation).	IMF/UFCP	11/2020
Veiller à assurer une bonne représentativité des femmes dans les instances de décision des coopératives et groupements.	UFCP, projets techniques, IMF	11/2020
Veiller à prendre en compte les aspects liés aux changements climatiques dans la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	07/2021
Veiller à prendre en compte les aspects liés aux changements climatiques dans la nouvelle SNIF.	UFCP/BRB	07/2021
Appuyer les institutions financières Appuyer les institutions financières partenaires et coopératives à la prise en compte dans leur politique et documents stratégiques du changement climatique	UFCP	08/2021
Veiller à articuler la planification des activités avec les indicateurs du cadre logique Dès prochain PTBA et continue	UFCP	
Veiller à une augmentation du nombre de femmes parmi les cibles directes du projet continue	UFCP	
Développer le produits financiers adaptés aux groupes vulnérables selon leurs besoins continue	UFCP	
octroi des crédits aux femmes et aux jeunes Faire un plaidoyer auprès des IMF pour une amélioration des conditions d'octroi des crédits aux femmes et aux jeunes continue	UFCP	

mise en œuvre des résultats attendus des études engagées Accélérer la mise en œuvre des résultats attendus des études engagées (études socioéconomiques, de développement de produits, d'appuis à l'extension et filières). (action continue)	UFCP	
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
mise en œuvre des activités relevant des conventions-cadres Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux partenaires institutionnels pour la mise en œuvre des activités relevant des conventions-cadres formalisés avec eux	UFCP	11/2019
Ouvrir le partenariat à toutes institutions financières rurales répondant aux critères de sélection et de partenariat	UFCP	11/2019
Elargir l'objet du partenariat avec la BRB à la sélection des institutions financières partenaires	UFCP	11/2019
Mettre en place une coordination au niveau des UFCR pour une organisation efficiente des appuis aux coopératives	UFCP	01/2020
Inclure dans les plans d'affaires des coopératives une notice d'évaluation sommaire d'impact environnemental	UFCP	03/2020
maîtrise d'ouvrage aux IMF partenaires Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux IMF partenaires de l'appui à la constitution et accompagnement des GCS, dans le cadre de la mise en œuvre de la méthodologie du crédit solidaire.	UFCP	04/2020
renforcement de capacités techniques des coopératives Veiller à prendre en compte le renforcement de capacités techniques des coopératives en relation directe avec banques commerciales.	UFCP	04/2020
financement plus adapté aux coopératives Etudier la faisabilité de financement plus adapté aux coopératives de grande taille à besoins financiers bancables élevés.	UFCP	04/2020
Renforcer les capacités techniques (en logiciel TOMPRO et élaboration de DRF) du personnel comptable et financier.	UFCP	04/2020
Affiner le système d'évaluation du personnel du projet.	UFCP	04/2020
Intégrer dans les évaluations, les aspects liés à la performance sociale (coopératives et Institutions financières).	UFCP	07/2020
détermination de la contribution des bénéficiaires et Institutions financières Accélérer le processus de détermination de la contribution des bénéficiaires et Institutions financières et les intégrer dans le système.	UFCP	07/2020

Recruter les assistants techniques (international et national) pour la promotion du financement des chaînes de valeurs	FIDA/UFCP	07/2020
Recruter l'assistant technique en finance inclusive.	FIDA/UFCP	07/2020
renforcement de capacités techniques Veiller à prendre en compte le renforcement de capacités techniques des coopératives en relation directe avec banques commerciales.	UFCP	11/2020
Etudier la faisabilité de financement plus adapté aux coopératives de grande taille à besoins financiers bancables élevés.	UFCP	11/2020
Affiner la stratégie de sortie du PAIFAR-B au regard de la stratégie de sortie commune des projets du FIDA au Burundi	UFCP	12/2020
outil de suivi des contrats et d'évaluation des fournisseurs / prestataires Etudier, en synergie avec les autres projets financés par le FIDA au Burundi, la faisabilité de mettre en place un outil de suivi des contrats et d'évaluation des fournisseurs / prestataires.	UFCP/Autres projets techniques FIDA	12/2020
Se doter de la stratégie SECAP 2.0 du FIDA (liés aux aspects environnementaux).	UFCP/FIDA	12/2020
Identifier, avec l'appui du FIDA, l'expertise liée aux aspects environnementaux.	UFCP/FIDA	12/2020
Veiller à prendre en compte les aspects liés à la sauvegarde environnementale et sociale dans la SNIF	UFCP/BRB	07/2021
Appuyer les Institutions financières partenaires et coopératives Appuyer les Institutions financières partenaires et coopératives à la prise en compte dans leur politique des aspects environnementaux (dont introduction d'une notice d'évaluation sommaire d'impact environnemental).	UFCP	08/2021
Promouvoir des AGR au profit des ménages très vulnérables ciblés dans le cadre du système de progression dès 2020	UFCP	
Mobiliser les opérateurs/prestataires Mobiliser les opérateurs/prestataires en fonction de leurs avantages comparatifs par rapport aux spécificités du PAIFAR-B continue	UFCP	

maîtrise d'ouvrage aux prestataires Déléguer la maîtrise d'ouvrage aux prestataires quant à l'évaluation des Institutions financières partenaires (en fonction de la charge de travail appréciée des cadres). date limite non spécificiée	UFCP	
optique du document de conception Veiller à rester dans l'optique du document de conception du projet, en orientant les appuis en faveur des groupes cibles directs, tout en se positionnant au niveau sectoriel. (action continue)	UFCP/Partenaires stratégiques	
risques de concurrence Veiller à mitiger les risques de concurrence entre institutions financières intervenant dans la même zone (IMF/IMF, Banques/IMF). (action continue)	UFCP/Partenaires financiers	
Intégrer dans les évaluations, les aspects liés à la performance sociale (coopératives et institutions financières). (action continue)	UFCP/Partenaires	
Veiller à assainir la situation des impayés antérieurs dans le cadre du transfert de la finance rurale des projets techniques au PAIFAR-B. (action continue)	UFCP	
Gestion du projet		
activités de mise en œuvre relevant des conventions respectives Déléguer aux institutions partenaires les activités de mise en œuvre relevant des conventions respectives et assurer la supervision et le suivi	UFCP	01/2020
Redynamiser le comité interne de sélection des Institutions financières et de validation des bénéficiaires potentiels du projet.	Coordonnateur	04/2020
Mettre en place une coordination au niveau des UFCR pour une organisation efficiente des appuis aux groupes cibles du projet.	Coordonnateur	04/2020
Annexer un calendrier de mise en œuvre et un plan de décaissement des fonds aux accords-cadres.	UFCP	04/2020
Accélérer le processus de mise en place d'une base de données informatisée et automatisée.	UFCP	04/2020
Intégrer dans tableau de bord des IMF le suivi individuel des bénéficiaires	IMF/UFCP	06/2020

AT FIDA cadre logique Une assistance technique du FIDA pour vérifier l'intégration des indicateurs SMRO et l'actualisation du Cadre logique	UFCP	06/2020
Appuyer les IMF Appuyer les IMF à inclure dans leur SIG le suivi individuel et à générer automatiquement les indicateurs de performance du portefeuille PAIFAR-B	UFCP	06/2020
emplacement des membres du comité technique Adresser une requête aux Ministre/MINAGRIE et Ministre/MFBCDE en vue du remplacement des membres du comité technique ayant changé d'Institution.	Coordonnateur	11/2020
gestion autonome de la ligne de crédit Adresser une requête au Ministre/MINAGRIE et au Ministre/MFBCDE en vue de la gestion autonome de la ligne de crédit portant la prise en charge des membres du comité technique.	UFCP	11/2020
Accélérer la réalisation des études filières avec l'appui de l'ATI.	UFCP	11/2020
Affiner la stratégie et le plan de gestion des savoirs.	UFCP/ Responsable CGS	12/2020
Mise en place d'une base de données informatisée et automatisée continue	UFCP	
Former les cadre UFCP, UFCR, F sur les outils de Suivi-évaluation continue	RSE	
fiches de capitalisation Elaborer les fiches de capitalisation (success story) des coopératives diagnostiquées et les partager avec les différents acteurs continu	UFCP	
Former les cadres UFCP, UFCR, IMF sur les outils de suivi-évaluation. date limite non spécifiée	UFCP/RSE	
enseignements tirés Poursuivre la sélection, la capitalisation et la mise à l'échelle des enseignements tirés de la mise en œuvre des activités et des bonnes pratiques notées. (action continue)	UFCP/ Responsable CGS	
Gestion et exécution financière		

Actualiser le PPM	RPM	11/2019
Méthodologie de valorisation Définir la méthodologie de valorisation, de documentation et de comptabilisation des contributions de l'Etat et des bénéficiaires	RAF/RSE	12/2019
Comptable Accorder au comptable une période de 3 mois pour s'ajuster et prendre en mains ses fonctions et évaluer ses performances	Coordonateur	02/2020
Recruitement Recruter un assistant comptable	Coordonateur	03/2020
Répartition des tâches dans la saisie des transactions dans le logiciel TOMPRO Nous avons noté une absence de ségrégation des tâches dans l'imputation des transactions dans le logiciel. Toutes les tâches automatisées sont effectuées par la RAF; le comptable prépare les imputations, la RAF les valide et les saisit. Nous recommandons la mise en place d'un processus d'approbation des imputations indiquant distinctement qui (et quand) initie l'opération, la hiérarchie des approbations nécessaires. Le logiciel devrait être configuré aussi de façon à différentier les utilisateurs et leurs droits respectifs pour faciliter le processus de saisie de toutes les imputations et transactions y compris celles de correction et d'annulation. Les tâches de saisie des transactions dans le logiciel sont du ressort du comptable, la RAF devant s'occuper de la validation après vérification. La Coordination du projet prendra, sans tarder, les mesures qui s'imposent.	RAF / Chef Comptable	03/2020
Justification de l'écart de BIF 17.981.216 entre le montant des avances des bailleurs et la balance garantir la fiabilité des états financiers Nous avons constaté un écart non justifié de BIF 17.981.216 entre le montant des avances des bailleurs renseigné par le Bilan (BIF 2.148.771.056) et celui renseigné par la balance générale des comptes BIF 2.166.752.272. Nous recommandons la justification de cet écart pour garantir la fiabilité des états financiers. Comme le système TOMPRO vient d'être re-paramétré pour tenir compte des normes du FIDA, il peut y avoir quelques imperfections et le Projet s'emploie à les relever pour leur correction.	RAF	03/2020

Production de tous les états financiers exigés par le FIDA L'auditeur a recommandé la production de tous les états financiers exigés par le FIDA afin de se conformer au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le FIDA La réponse du Projet est la suivante : "Le Projet ne dispose pas de fonds propres ; tous les fonds qu'il utilise proviennent des Bailleurs notamment le FIDA et le Gouvernement du Burundi. Pour ce qui est du flux de trésorerie, le paramétrage n'a pas encore Introduit cet état ; nous avons déjà contacté notre fournisseur TOMATE pour la mise à jour de leur logiciel et nous sommes toujours en attente".	RAF	03/2020
Explorer les flexibilités offertes par le FIDA en raison du COVID-19.	Coordonnateur	04/2020
Confier à l'avocat conseil des projets le marché litigieux en perspective.	Coordonnateur	04/2020
suivi des paiements Le RPM doit faire un suivi des paiements pour s'assurer qu'ils sont faits en temps utiles pour ne pas pénaliser les fournisseurs	RPM	11/2020
Recommendations AE Finaliser la mise en en œuvre des cinq (5) recommandations de l'audit externe restantes.	Coordonateur/RAF	12/2020
Le manuel de gestion financiere Mettre à jour le manuel de gestion administrative et financière (Mission de supervision, novembre 2019)	coordonnateur	12/2020
Recommendations CI Traiter les commentaires et mettre en œuvre les recommandations de contrôle interne détaillées dans la note de conclusion de la revue des transactions.	RAF	12/2020
Mobilisation et utilisation des fonds Joindre à l'état de réconciliation de l'avance au compte désigné un état détaillé des décaissements en attente de justification et ne pas d'effectuer un préfinancement à un autre projet.	RAF	12/2020
Budget Réévaluer les possibilités d'exécution des activités prévues dans le PTBA, notamment avec le contexte de la COVID19, et réviser le PTBA en conséquence.	Coordonnateur/RAF	12/2020
Contributions beneficiaires Adopter une méthodologie de valorisation, de documentation et de comptabilisation des contributions bénéficiaires (Mission de supervision, novembre 2019)	Coordonnateur/RAF	02/2021

Gestion des archivages Acquérir un logiciel d'archivage électronique et de gestion du courrier et procéder à l'archivage électronique de tous les documents de marchés.	Coordonnateur /RPM	03/2021
Recruitement Recruter un comptable	Coordonnateur/RAF	03/2021
marchés complexes Apprécier au cas par cas les marchés complexes dont le dépôt des offres pourrait se faire à Bujumbura, moyennant la mise en place d'une commission d'ouverture sur place continue	Coord./ RPM	
Déléguer la maîtrise d'œuvre aux prestataires dans le respect des règles de passation de marché continue	Coordonnateur	
Définir clairement les critères d'évaluation pour les marchés de services de consultant continue	RPM	
Anticiper sur la planification des marchés et grouper ceux de même nature continue	RPM	
Plan de passation de marchés (PPM) Les responsables techniques et le responsable de passation des marchés doivent travailler en collaboration pour identifier à partir du PTBA toutes les activités qui seront exécutés sous forme de marchés.(action continue)	RPM / RFR	
Processus et procédures d'évaluation et d'attribution des contrats Maîtriser les délais de lancement des marchés selon les dates prévues au PPM et les délais d'évaluation des offres. (action continue)	RPM / Coordonnateur	
Revue à posteriori des contrats Formaliser la gestion des contrats : délivrer des attestations de bonne fin pour les services, gérer de façon formelle les cas de retards (mise en demeure, extension des délais, …). (action continue)	Coordonnateur /RPM	
Autres aspects		
Participer à la prise en charge des engagements des projets qui clôturent sans honorer tous les engagements et requérir les ANO requis.	Coordonnateur	04/2020

FIDA
Investir dans les populations rurales

Burundi

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Rapport de supervision

Cadre logique du projet

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Date du document:	22/12/2020
Identifiant du projet	2000001145
Numéro du rapport:	5604-BI

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							Rapport du projet	Rapport du projet	Rapport du projet	
	Membres des ménages	0	339 120	565 200	**65 141**	**205 421**	**36.3**				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							Rapport du projet	Rapport du projet	Rapport du projet	
	Ménages		60 000	99 200	**10 876**	**34 256**	**34.5**				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Rapport du projet	Rapport du projet	Rapport du projet	
	Femmes	0	23 213	38 688	**7 131**	**17 695**	**45.7**				
	Hommes	0	54 163	90 272	**7 915**	**21 423**	**23.7**				
	Jeunes	0	30 950	51 584	**4 585**	**9 731**	**18.9**				
	Personnes autochtones	0	774	1 290	**421**	**603**	**46.7**				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services	0	77 376	128 960	**15 046**	**39 118**	**30.3**				
Objectif du projet Contribuer à la réduction durable de la pauvreté au Burundi	Réduction du nombre de ruraux vivant en dessous de FBU 3 000 par jour et par personne							Rapport études situation de référence, évaluation d'impact à mi-parcourt et à l'achèvement	début du projet, mi-parcours et achèvement	Responsable Suivi-évaluation et Coordonnateur	Environnement politique; sécuritaire et économique; Synergie avec les projets techniques en cours
	Pourcentage	98.1	96	93.1							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Renforcer l'inclusion financière des populations rurales (les producteurs, les OP, les plus vulnérables y compris les femmes, les jeunes et les microentrepreneurs), agricoles et non agricoles, en comblant les écarts entre la demande et l'offre de services financiers et non financiers	Augmentation des revenus des bénéficiaires							Rapport études situation de référence, évaluation d'impact à mi-parcourt et à l'achèvement	début du projet, mi-parcours et achévement	Responsable Suivi-évaluation et Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Synergie avec les projets techniques en cours
	Nombre FBU	3 224	3 300	3 900							
Effet direct La stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) 2015-2020 est actualisée et opérationnelle (Effet 1)	Une nouvelle stratégie d'inclusion financière rurale est élaborée et appliquée pour la période 2021-2025							SNIF 2021-26; Rapport Consultants; Rapport BRB; Rapports projet	2020	BRB, Expert microfinance, Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Volonté politique de mise à jour et d'application de la SNIF
	Nombre	0	1	1	**0**	**0**	**0**				
Produit La SNIF 2021-2025 tient compte des questions de sauvegarde de l'environnement (Produit 1.1.)	Une procédure de sauvegarde environnementale nationale pour la microfinance existe dans la SNIF							SNIF 2021-26; Rapport Consultants; Rapport BRB; Rapports projet	2020	BRB, Expert microfinance, Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Volonté politique de mise à jour et d'application de la SNIF
	Nombre	0	1	1	**0**	**0**	**0**				
Produit Un dispositif performant de contrôle et de supervision des EMF partenaires du projet est mis en place (Produit 1.2.)	Pourcentage d'IMF reportant à la BRB à l'échéance prévue							Rapport Consultant; Rapport BRB; Rapports projet	2020 (tous les trois ans)	BRB, Expert microfinance, Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des EMF au projet
	Pourcentage	83	90	100	**100**	**100**	**100**				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct L'inclusion financière des populations ciblées par le projet est effective (Effet 2)	1.2.5 Ménages déclarant utiliser les services financiers ruraux							Enquete	2020 (Tous les ans)	BNDE, IMF, RAF, RSE, RFR, Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Ménages	19.6	50	80							
	Taux de remboursement global des crédits accordés aux groupes cibles							Rapports BNDE et EMF; Rapports projet; Revue miparcours; Rapport d'achèvement	Tous les ans	BNDE, IMF, RAF, RSE, RFR, Coordonnateur	
	Pourcentage	81.7	95	97	**95.03**	**95.03**	**98**				
	Nombre de ménages trés vulnérables ayant accès à un produit d'épargne							Rapports BNDE et IMF; Rapports projet; Revue miparcours; Rapport d'achèvement	Tous les ans	BNDE, IMF, RAF, RSE, RFR, Coordonnateur	
	Nombre	0	1 500	2 500	**0**	**0**	**0**				
Produit Les IMF ont l'expertise et les moyens (matériels, humains et financiers) pour intervenir dans le secteur agricole et rural (Produit 2.1.)	(Nombre) pourcentage de prestataires de services financiers partenaires ayant un portefeuille à risque ≥30 jours inférieur à 5%							Enquete par le projet	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR, et Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Pourcentage	0	80	100	**50**	**50**	**50**				
	(Nombre) pourcentage de prestataires de services financiers partenaires ayant une autonomie opérationnelle supérieure à 100							Enquete par le projet	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR, et Coordonnateur	
	Pourcentage	0	80	100	**50**	**50**	**50**				
	Pourcentage d'exploitants agricoles/ruraux ciblés financés par les IMF							enquête	Debut du projet, mi parcours et achèvement	RSE, RFR et Coordonnateur	
	Percentage (%)	9	50	80							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales							Rapports BNDE et IMF ; Rapports projet; Revue miparcours; Rapport d'achèvement	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Nombre total d'accès aux services financiers				**18 236**	**56 064**					
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne	0	22 763	37 938	**2 124**	**7 372**	**19.4**				
	Jeunes-accès services financiers en zones rurales-épargne	0	30 350	50 584	**4 820**	**9 321**	**18.4**				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne	0	53 113	88 522	**6 974**	**15 482**	**17.5**				
	Personnes autochtones-accès services financiers dans les zones rur.-épargne	0	759	1 265	**156**	**261**	**20.6**				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit	0	53 113	88 522	**6 999**	**20 507**	**23.2**				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit	0	22 763	37 938	**2 139**	**12 703**	**33.5**				
	Jeunes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit	0	30 350	50 584	**4 860**	**10 006**	**19.8**				
	Personnes autochtones-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit	0	759	1 265	**129**	**311**	**24.6**				
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne	0	75 876	126 460	**9 098**	**22 854**	**18.1**				
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit	0	75 876	126 460	**9 138**	**33 210**	**26.3**				
	1.1.6 Prestataires de services financiers soutenus dans la mise en place de stratégies de desserte, et de services et produits financiers dans les zones rurales							Rapports projets FIDA	Tous les ans	IMF, RAF, RSE,RFR et Coordonnateur	
	Prestataires de services	0	5	7	**1**	**2**	**28.6**				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	1.1.7 Personnes ayant reçu une formation en alphabétisation financière et/ou utilisation des services et produits financiers dans les zones rurales							Rapports des prestataires du PAIFAR-B	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Femmes	0	6 324	10 540	**4 948**	**6 113**	**58**				
	Hommes	0	6 324	10 540	**5 635**	**6 357**	**60.3**				
	Jeunes	0	5 059	8 432	**4 000**	**4 602**	**54.6**				
	Personnes autochtones	0	1 265	2 108	**167**	**167**	**7.9**				
	Personnes ayant reçu une formation en alphabétisation financière et/ou utilisation des services et produits financiers dans les zones rurales	0	12 648	21 080	**10 583**	**12 470**	**59.2**				
Produit La crédibilité financière des coopératives est renforcée (Produit 2.2.)	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés							Enquête par le projet	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Pourcentage	0	80	100	**56.23**	**56.23**	**56.2**				
	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux déclarant une augmentation de leurs ventes							Enquête par le projet	Tous les ans	MF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Pourcentage	0	80	100	**48.33**	**48.33**	**48.3**				
	Nombre de coopératives financées par les IMF et/ou banques							Rapports IMF; Rapports projets FIDA	Tous les trois mois	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Nombre	77	100	120	**20**	**102**	**85**				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Membres des coopératives financées							Rapports IMF; Rapports projets FIDA	Tous les trois mois	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Hommes	3 231	28 512	47 520	**2 897**	**23 389**	**49.2**				
	Femmes	1 385	19 008	31 680	**1 996**	**11 884**	**37.5**				
	Personnes autochtones	0	480	800	**23**	**205**	**25.6**				
	Jeunes	1 846	19 008	31 680	**1 007**	**8 839**	**27.9**				
	Nombre total	4 616	47 520	79 200	**4 983**	**35 273**	**44.5**				
Produit Des instruments et des modes de financement rural, agricole et non agricole, mieux adaptés aux micro-enterprises sont mis en oeuvre (Produit 2.3.)	Pourcentage des crédits ruraux (agricoles et non agricoles) en fonction du portefeuille global							Rapports IMF	Tous les ans	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Pourcentage	22	30	40	**31.1**	**31**	**77.5**				
	Pourcentage de micro-entreprises rurales (agricoles et non agricoles) finançant leurs coûts de fonctionnement.							Enquête	Tous les ans	Partenaires, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Pourcentage	10	50	90	**40**	**40**	**44.4**				
Produit Les IMF ont l'expertise et les moyens (matériels, humains et financiers) pour intervenir auprès des microentrepreneurs et des ménages AGR (Produit 2.4.)	Nombre de groupes de caution solidaires financés et suivis directement par les EMF							Rapports IMF prestataires du projet	Tous les trois mois	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Nombre	0	1 400	2 100	**580**	**1 612**	**76.8**				
	Membres des coopératives financés							Rapports IMF prestataires du projet	tous les trois mois	IMF, RAF, RSE, RFR et Coordonnateur	
	Hommes	0	5 600	7 000	**2 780**	**6 094**	**87.1**				
	Femmes	0	8 400	10 500	**2 207**	**5 620**	**53.5**				
	Personnes autochtones	0	700	875	**27**	**32**	**3.7**				
	Jeunes	0	7 000	8 750	**2 183**	**4 323**	**49.4**				
	Nombre total	0	14 000	17 500	**4 987**	**11 714**	**66.9**				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	**Situation de référence**	**Mi-parcours**	**Cible Finale**	**Résultat annuel (2020)**	**Résultat cumulatif (2020)**	**Résultat cumulatif % (2020)**	**Source**	**Fréquence**	**Responsabilité**	
Produit Un dispositif spécifique d'accompagnement/soutien (modèle de progression) est mis en place pour les populations les plus vulnérables (Produit 2.5.)	Nombre de ménages ruraux ayant bénéficié du modèle de progression							Rapports prestataires PAIFAR-B	Tous les trois mois	IMF/RAF/RSE/ Coordonnateur/Expert en modèle de progression	Environnement politique sécuritaire et économique; Adhésion sans faille des IMF au projet; Synergie avec les projets techniques en cours
	Hommes	0	3 000	3 000	**2 337**	**2 337**	**77.9**				
	Femmes	0	2 000	2 000	**2 663**	**2 663**	**133.1**				
	Jeunes	0	2 000	2 000	**1 985**	**1 985**	**99.3**				
	Personnes autochtones	0	250	250	**405**	**405**	**162**				
	Number	0	5 000	5 000	**5 000**	**5 000**	**100**				
	1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition							Rapports prestataires PAIFAR-B	Tous les trois mois	IMF/RAF/RSE/ Coordonnateur/Expert en modèle de progression	
	Nombre de personnes qui participent				**5 000**	**5 000**					
	Hommes	0	900	1 500	**2 337**	**2 337**	**155.8**				
	Femmes	0	600	1 000	**2 663**	**2 663**	**266.3**				
	Ménages	0	1 500	2 500	**5 000**	**5 000**	**200**				
	Personnes autochtones	0	450	750	**405**	**405**	**54**				
	Jeunes	0	600	1 000	**1 985**	**1 985**	**198.5**				

FIDA
Investir dans les populations rurales

Burundi

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Date du document:	22/12/2020
Identifiant du projet	2000001145
Numéro du rapport:	5604-BI

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

6 Annexes pour la contribution à l'Aide-Mémoire

6.1 ANNEXE 2 - PERFORMANCE FINANCIERE EFFECTIVE PAR BAILLEUR DE FONDS, PAR COMPOSANTES, ET DECAISSEMENTS PAR CATEGORIE

Tableau 2A : Performance financière par source de financement en millier USD au 30/10/2020

Financier	Allocation	Décaissement	%	Solde sur décaissement net	Dépenses à soumettre en DRF	% avec Dépenses à soumettre en DRF	Solde prévisionnel
FIDA	24.935.006	5.627.267	23%	19.307.739	845.405	26%	18.462.334
IMF / Banques	8.944.471	560.754	6%	8.383.717		6%	8.383.717
Gouvernement	2.604.592	173.189	7%	2.431.403		7%	2.431.403
Bénéficiaires	2.125.400	-	0%	2.125.400		0%	2.125.400
Total	**38.609.470**	**6.361.210**	**16%**	**32.248.259**	**845.405**	**19%**	**31.402.855**

Dernière DRF dans ICP : DRF 9 du 15 mai 2020

Source : PAIFAR

Tableau 2B : Exécution financière globale du projet par composante en millier USD au 30/10/2020

	FIDA			IMF / BANQUES			Gouvernement			Bénéficiaires			Cumul		
	Alloué	**Décais.**	**%**	**Alloué**	**Décais.**	**%**	**Alloué**	**Décais.**	**%**	**Alloué**	**Décais.**	**%**	**Alloué**	**Décais.**	**%**
A. Opérationnalisation de la Stratégie de l'Inclusion Financière	937	133	14%	0	0		25	6	25%	0	0		962	139	14%
B. Offres des Services Financiers en milieu rural et Besoins des Populations Cibles	19.909	3.381	17%	8.944	561	6%	764	24	3%	2.125	0	0%	31.743	3.966	12%
C. Accompagnement des Structures, Coordination et Facilitation	4.089	959	23%	0	0		1.816	143	8%	0	0		5.904	1.101	19%
Total	**24.935**	**4.473**	**18%**	**8.944**	**561**	**6%**	**2.605**	**173**	**7%**	**2.125**	**0**	**0%**	**38.609**	**5.207**	**13%**

Source : PAIFAR

Tableau 2C : Décaissements par source de financement et par catégorie en millier de DTS au 30/10/2020

Description de la Catégorie	**Alloué**	**Décaissement**	**% décaissé**	**Disponible**
Allocation initiale		1.440.065		-1.440.064,80
1. Équipements et Matériels	375.000	292.077	77,89%	82.923,38
2. Services de consultants	4.020.000	300.937	7,49%	3.719.062,65
3. Ligne de crédit et fonds de garantie	6.840.000	1.525.557	22,30%	5.314.442,52
4. Don et Subvention	1.770.000	0	0,00%	1.770.000,00
5. Salaires et Indemnités	2.840.000	426.540	15,02%	2.413.459,64
6. Fonctionnement	310.000	99.445	32,08%	210.555,35
Non alloué	1.795.000	0	0,00%	1.795.000,00
TOTAL	**17.950.000**	**4.084.621**	**22,76%**	**13.865.378,74**

NB : Dernière DRF considérée : DRF 9 du 15 mai 2020

Source : ICP

6.2 ANNEXE 3 : CONFORMITE AUX CLAUSES JURIDIQUES AU 30 OCTOBRE 2020

Section	Covenant	Objectif/date prévue	État de conformité / Date	Remarques/Observations
Accord de financement - Section B.3	Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis destiné à recevoir les fonds provenant du don du Fonds est ouvert au nom du Bénéficiaire à la BRB.	Avant le 1er décaissement	Fait	Un compte est ouvert à la Banque Centrale du Burundi (BRB).
Lettre à l'emprunteur – Paragraphes 16, 17 et 18	Compte d'opération, compte au BNDE et comptes d'opérations pour chaque régions en BI	Continu	Fait	Comptes ouverts à la BCB. Compte ouvert à la BNDE
Conditions générales - Section 7.08	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux	Continue/contrat d'assurance	Fait	Assurance a été prise pour les véhicules et le personnel mais pas encore pour les équipements du projet.
Conditions générales - - Section 7.1.b	Le PTBA est soumis au FIDA pour revue et commentaires	Annuel	Fait	Pour chaque exercice, le PTBA est soumis au FIDA pour avis et commentaires.
Conditions générales - - Section 8.03.b	La revue à mi-parcours a été conjointement conduite par le Gouvernement et le FIDA	À déterminer	N/A	

Lettre à l'emprunteur – paragraphe 28	Le bénéficiaire remet les rapports intérimaires au FIDA, tous les semestres			Des rapports d'étape sont régulièrement produits et transmis au FIDA

FIDA
Investir dans les populations rurales

Burundi

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Date du document:	22/12/2020
Identifiant du projet	2000001145
Numéro du rapport:	5604-BI

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Appendice 2. Progrès physiques et mesures par rapport au PTBA (actualisé au 30 juin 2020)

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Composante 1 « contribuer à l'opérationnalisation de la stratégie nationale d'inclusion financière »															
Sous composante 1.1. Contribution à l'actualisation de la Stratégie nationale d'Inclusion Financière															
Diagnostic / Bilan de l'Etat de l'Inclusion Financière															
Evaluation de l la SNIF par un consultant national	Rapport validé	pers / mois	1	1	100	2	1	50,00	9 729,73	7 604,55	0	7 604,55	78,16	78,16	
Atelier de restitution /b	Rapport validé	Atelier	1	1	100	2	1	50,00	1 756,76	0	0	0	0	0	L'atelier a été organisé en juin et le rapport a été validé - payement durant l'exercice 2020-2021
Capitalisation programme FIDA		pers / mois	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
Mise à jour de la SNIF (finance rurale)	Rapport validé	pers / mois	1	0	0	1	0	0	29 189,19	0	0	0	0	0	Reporté
Mise à jour de la SNIF (sauvegarde environnementale)		pers / mois	0	0	0	0,25	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous total 11					52,94			19,23	40 675,68	7 823,83	-	7 604,55	18,70	18,70	
Sous composante 1.2. Appuyer le renforcement du contrôle et de la supervision des IMF par le service de la microfinance à la BRB															
Accord-cadre avec la BRB	Accord-cadre signé et appliqué	Accord cadre	1	1	100	np	1,0	0	0	0	0	0	0	0	
Appui la coordination par un Expert Microfinance Rural	Rapport de mission validé	pers / mois	0	0	0	2	0,0	0	0	6 572,00	0	6572,00	0	0	L'appui à la coordination a été fait dans le cadre général des activités non dans le cadre des activités avec la BRB
ATI Expert en contrôle et supervision	Rapport de mission validé	pers / mois	1	0	0	6	0,0	0	27 340,54	863,09	0	863,09	3,16	3,16	L'AT a été fait dans le cadre général des

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
															activités non dans le cadre des activités avec la BRB
Etude de faisabilité pour la mise en place interface BSA-SIG	Rapport d'étude validé	pers / mois	1	1	100	1	1,0	100,00	27 340,54	34 162,52	- 0,47	34 162,05	124,95	124,95	L'étude a été approuvée
Acquisition de l'API Switch	API Swtch acquis	Unité	1	0	0	1	0,0	0	118 000,00	1 563,54	0	1 563,54	1,33	1,33	Activité reportée pour 2020-2021
Mise en place API Switch	API Swtch fonctionnel	pers / mois	2	0	0	2	0,0	0	60 000,00	-	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Sous total 12					33,33			21,05	232 681,08	43 161,15	- 1 072,94	42 088,21	18,55	18,09	
Sous composante 1.3. Appuyer le renforcement des capacités des autres acteurs clés en vue d'une inclusion financière efficace															
Renforcement des capacités du RIM															
Accord-cadre avec le RIM	Accord-cadre signé	Nombre	1	1	100	np	1	0	0	0	0	0	0	0	
Appui à l'évaluation et actualisation du plan stratégique 2017-2021	Plan stratégique	pers / mois	0	0	0	0,5	0	0	0	0	0	0	0	0	
Appui du RIM à l'élaboration du plan de formation à moyen terme	Plan de formation validé	pers / mois	1	0,8	80	1	0,8	80,00	19 459,46	11684,02	0	0	60,05	60,05	Rapport provisoire validé, Les aspects qui n'ont pas été touchés ont fait objet d'un avenant
Etude de faisabilité pour mise en place académie de formation en microfinance	Rapport d'étude validé	pers / mois	1	0	0	1	0	0	19 459,46	1 358,25	0	1 358,25	6,98	6,98	Activité reportée pour 2020-2021
Formation financement agricole / rural et gestion des risques (RIM)	20 personnes de RIM avec capacités renforcées	pers / mois	1	0	0	1	0	0	10 000,00	4 184 ;61	-	4 184 ;61	41,85	41,85	Activité reportée pour 2020-2021
Renforcement des capacités techniques des ministères															

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
concernés (Agriculture et finance)															
Visite d'échange d'expérience au niveau de la région (cadres des ministères)	4 cadres avec capacités renforcées	FF	1	0	0	4	0	0	10 162,16	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2021
Participation des staffs des Ministères impliqués aux sessions de formation sur le financement agricole et Rural	20 cadres avec capacités renforcées	FF	1	0	0	np	0	0	10 162,16	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Renforcement capacités UFCP/UFCR												-			
Mise en place les ressources humaines (Recrutement du personnel)	28 personnes recrutées	FF	1	1	100	np	2	0	1 848,65	652,42		823,37	35,29	44,54	Un chauffeur, un consultant RPM et un assistant comptable ont été recrutés
Elaboration des manuels (MGAF, MET, MSE)		FF	0	0	0	np	3								
Visite d'échange d'expérience au niveau de la région pour les cadres du projet	4 Personnes participants	FF	4	2	50	7	2	28,57	24 648,65	7 736,79	0	7 736,79	76,13	76,13	Le coordonnateur et le RFR ont participé à la visite au Mali
Formation du staff du Projet sur le financement agricole/rural et gestion des risques où autres thématiques en rapport avec la Finance Rurale	30 Personnes formées	pers / mois	1	0	0	5	0	0	23 040,54	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Sous total 1.3					46,94			27,31	118 781,08	35 279,27		35 279,27	29,70	29,70	
Total Composante 1					42,91			20,34	392 137,84	86 045,07		86 045,07	21,94	21,94	
Composante 2 : Renforcer de l'offre de services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins des populations ciblées															

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Sous composante 2.1: Améliorer l'inclusion financière à travers le financement des petits exploitants agricoles et de leurs coopératives															
Améliorer l'inclusion financière à travers le financement de petits exploitants agricoles et de leurs coopérative															
Renforcer les capacités des IMF et des Banques															
Recherche action/définition produits /a par un Expert international (24 pers / mois prévues dans le COSTAB)	Rapport validé	pers / mois	1	0	0	24	0	0	27 340,54	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Recherche action par un consultant local (12 pers / mois prévues dans le COSTAB)	Rapport validé	pers / mois	2	0	0	12	0	0	14 594,59	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Appui Expert microfinance rural (coordination) - 4 pers / mois	Rapport validé	pers / mois	0	1	0	4	1	25	0	0	0	0	0	0	
Expert en sauvegarde environnemental _ 2 pers mois	Rapport validé	pers / mois	0	0	0	2		0	0	0	0	0	0	0	
Formation au financement agricole/rural et à la gestion des risques_ 2 pers / mois + recr consul	Rapport validé	pers / mois	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	
Développement des produits d'épargne associés aux produits de crédit	2 produits mis en place	nombre	4	0	0	np	0	0	15 945,95	0	0	0	0	0	
Promotion de la mobilisation de l'épargne dans les institutions financières avec des taux de rémunération attractifs.	Produits mis en place	HJ	20	0	0	np	0	0	7 027,03	2 128,43	0	2 128,43	30,29	30,29	Non réalisée

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Formation pour les agents de crédit sur le crédit rural et agricole (20 personnes pendant 5 jours) _ (4 sessions prévues dans le COSTAB)	Nombre d'agents formés	sessions	1	0	0	4	0	0	18 972,97	0	0	0	0	0	Activité reportée pour 2020-2022
Sensibilisation les présidents des conseils d'administration des IMFs et banques sur la nécessité de la révision des conditions de garantie, taux d'intérêt et autres commissions liées au crédit (25 participants par atelier)	Ateliers organisés	nombre	2	3	150	np	3	0	5 783,78	5 196,35	0	5 196,35	89,84	89,84	Trois ateliers ont été organisés sur la politique monétaire et les mécanismes de financement via le PAIFAR-B
Appui institutionnel à 5 IMFs (éducation financière des bénéficiaires (1000 personnes touchées), développement du produit GCS)	Personnes formées	FF	5	5	100	np	5	0	94 594,59	57 241,15	0	57 241,15	60,51	60,51	
Formation du personnel dans la région (3 FF/an)		FF/an	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	
Formation en genre et inclusion sociale (2 FF/an)		FF/an	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	
Formation en genre et finance rurale /e (2 FF/an)		pers / mois	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	
Assistance Technique - (Spécialiste de micro finance au niveau des régions, consultant passation marchée et	Rapports produits	FF	0	3	-	12	3	25,00	160 054,05	70 009,43	2 691,73	72 701,16	43,74	45,42	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
autres assistances) - 12 pers / mois															
Assistance technique (consultant en passation marché, etc.,)		pers / mois	47	12	25,5	np	12	0	0	0	0	0	0	0	
Assistance Technique - mise en œuvre Stratégie communication programme FIDA /g _ 4 pers / mois	Rapports produits	pers / mois	3	3	100,0	4	3	75,00	10 216,22	0	0	0	0	0	Assistance réalisée par la consultantes en communication du programme FIDA Burundi
Promotion du financement des chaines des valeurs															
Assistance Technique Internationale - 9 pers mois (3 par an en 3 ans)		pers / mois	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	
Assistance Technique Locale _ 84 pers mois (12 par an en 7 ans)		pers / mois	0	0	0	84	0	0	0	0	0	0	0	0	
Développement d'un modèle d'affaire adéquat requis sur les crédits en faveur de petits producteurs du Riz, du lait et d'autres filières (5 modèles d'affaire)	Modèle d'affaire	Nombre	5	0	0	np	0	0	7 027,03	0	0	0	0	0	
Ligne de Crédit															Une ligne de crédit de plus de 1,4 millions de USD a été placée à la BNDE pour financer les IMF en liquidité
Ligne de crédit pour les petits producteurs du riz, du lait et d'autres filières	Contribution FIDA en USD	USD	1 080 000	1 137 518	105,33	5 921 000	1 695 792	17,98	1 080 000,00	560 754,49	0	560 754,49	51,92	51,92	
Ligne de crédit pour les coopératives du riz, du lait et d'autres filières	Contribution FIDA en USD	USD	652 300	1 204 344	184,63	3 513 000	1 204 344	34,28	652 300,00	1 385 309,68	0	1 385 309,68	212,37	212,37	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
															insuffisantes - d'autres IMF ont financé les bénéficiaires sur leurs propres fonds
Accompagnateurs															
Motos	Nombre de motos acquises	Nombre	16	16	100	16	16,0	100,00	47 965,41	56 958,11	0	56 958,11	118,75	118,75	
Ordinateur portable et accessoires /4 imprimantes	Nombre d'ordinateurs portables acquis	unité	16	16	100	16	16,0	100,00	30 616,22	29 953,44	0	29 953,44	97,84	98,26	
Imprimantes pour 4 UFCR	Nombre d'imprimantes acquises	unité	4	4	100	np	4,0	-	3 061,62	2 917,62	0	2 917,62	95,30	95,30	
Formation des accompagnateurs /h - 48 FF pour 3 années	Accompagnateurs formés	FF	16	16	100	48	16,0	33,33	6 000,00	5 083,87	0	5 083,87	84,73	84,73	
Session de sensibilisation des accompagnateurs /i - 4 sessions pour les agents des BPEAE pendant 2 jours pour 15 personnes	Nombre de bénéficiaires	sessions	0	0	0	24	0,0	0,0							
Session de formation des responsables/gérants des coopératives /j _ 5 sessions de sensibilisation pendant 3 jours sur le monitoring, la rentabilité et compte d'exploitation	Responsables / Gérants formés	sessions	3	3	100,00	30	3,0	10,00	8 100,00	305,51	0	305,51	3,77	3,77	
Documents didactiques de gestion et manuels (120 manuels à mettre à jour chaque année) _ 1 FF/an soit 7 FF	Documents et Manuels élaborés et validés	FF	1	0	0	7	0,0	0,0	25 000,00	182,86	0	182,86	0,73	0,73	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Echanges inter-coopératives (pour 120 coopératives) _ 1 FF/an soit 7 FF	Coopératives bénéficiaires	FF	1	1	100	7	1,0	14,29	24 324,32	19 306,86	0	19 306,86	79,37	79,37	
Salaire et indemnités (192 x 5 ans)	Salaires payés/an	pers / mois	192	192	100,0	960	208,0	21,67	337 297,30	316 104,36	0	316 104,36	93,72	93,72	
Soins de santé	Soins payés/an	pers / mois	192	192	100	np	192,0		16 864,86	1 152,56	0	1 152,56	6,83	6,83	
Frais de mission (16 x 7 ans)	Perdiem payés/an	per diem	16	16	100	112	17,3	15,45	31 135,14	28 127,80	0	28 127,80	90,34	90,34	
Fonctionnement motos des agents de liaison /m (16 x 7 ans)	Frais / moto	FF/an	16	16	100	112	17,3	15,45	6 123,24	16 992,77	0	16 992,77	277,51	277,51	Le montant prévu avait été sous - estimé
Fournitures de bureau - 1 FF/an soit 7 FF	Kit	FF/an	1	1,0	100,0	7	1,0	14,29	6 378,38	2 272,77	0	2 272,77	35,63	35,63	
Sous total 2.1					84,82			23,54	2 636 743,24	2 585 820,67	0	2 585 820,67	98,07	98,07	
Sous composante 2.2: Améliorer l'inclusion financière à travers le financement des ménages (AGR) et des jeunes micro-entrepreneurs															
Financement Jeunes Entrepreneurs/Ménages Ruraux															
Accords-cadres avec les partenaires financiers	Accord cadre	nombre	5	3	60,0	np	2,0	0	0	0	0	0	0	0	Accords-cadres signés avec 3 IMF
Etude de faisabilité guichets ruraux	Rapport	pers / mois	1	0	0	2	0	0	27 027,03	0	0	0	0	0	Reporté
Etudes faisabilité - nouvelles technologies	Rapport	pers / mois	1	0	0	2	0	0	27 027,03	0	0	0	0	0	Reporté
Appui expert microfinance rural (coordination) _ 4 pers / mois sur 4 premières années		pers / mois	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	
Visite d'échange d'expérience au niveau de la région (5 forfaits par an pendant 7 ans)		FF/an	0	0	0	35	0	0	0	0	0	0	0	0	
Actualisation manuelle des procédures - nouveaux services ruraux _ 3 pers mois		pers / mois	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
les 2 premières années)															
Ligne de crédit - jeunes entrepreneurs/ ménages ruraux	Montant de crédit en USD	USD	0	736 768,00	-	1 746 000,00	736 768,00	42,20	0	0	0	0	0	0	
Recherche et Développement (Inclusion Financière)									0	0	0	0	0	0	
Recherche-actions /b_ 6 pers mois les 2 premières années		pers / mois	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	
Recherche-actions /c _ 6 pers mois les 2 premières années		pers / mois	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	
Visite d'échange d'expérience au niveau de la région /d - 5 FF/an en 7 ans		FF/an	0	0	0	35	0	0	0	0	0	0	0	0	
Appuyer les IMFs dans le développement et ouvertures des points de services financiers (3 guichets)	Nombre de guichets	FF	1	0	0	np	0	0	35 135,14	0	0	0	0	0	Non réalisée
Sous total 2.2					8,18			15,52	89 189,19	0	0	0	0	0	
Etude/ciblage/mise en place programme graduation /a _ 6 pers mois les 2 premières années															
Ciblage des ménages sans terre /a	Nombre de ménages ciblés	pers / mois	6	6	100	6	6	100,00	81 081,08	82 655,81	0	82 655,81	101,94	101,94	
Prestataire de service accompagnement des vulnérables	Nombre de bénéficiaires	FF (USD)	243 200	0	0	np	0	0	243 243,24	189 703,39	0	189 703,39	77,99	77,99	Prestataire en cours de recrutement à la fin de l'exercice
Ménages très vulnérables /transferts d'actifs – don	Nombre de bénéficiaires	FF (USD)	608 100	0	0	2 728 000	0	0	608 108,11	60 559,26	0	60 559,26	9,96	9,96	Activité reporté
Ménages très vulnérables		FF (USD)	0	0	0	211 000	0	0			0				

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
/transferts d'actifs – ligne de crédit															
Sous total 23					33,33			26,92	932 432,43	148 387,63	0	148 387,63	15,91	15,91	
Total Composante 2					67,34			17,76	3 658 364,86	2 918 356,18		2 918 356,18	79,77	79,77	
Composante 3 : Coordination du PAIFAR-B															
Sous composante 3.1. Coordination globale du programme															
Acquisition des véhicules	Nombre de véhicules														
Véhicules 4x4	Véhicules 4x4	nombre	2	2	100	3	2,0	66,67	164 594,59	185 006,12	0	185 006,12	112,40	112,40	
Véhicules pick-up	Véhicules pick-up	nombre	3	3	100	4	3,0	75,00	164 481,08	191 062,64	0	191 062,64	116,16	116,16	
Participation à l'achat du groupe électrogène		nombre	0	0	0	1	0,0	0,0							
Equipements de bureau (tables, chaises, etc.)	Equipements de bureau (tables, chaises, etc)	Lot	1	0	0	2	1,0	50,00	14 032,43	681,79	0	0	4,86	4,86	Le mobilier sera commandé après l'acquisition de nouveaux bureaux
Acquisition du matériel informatique												-			
Ordinateurs de bureau et accessoires (3 en cours d'acquisition)	Ordinateurs de bureau et accessoires	nombre	5	1	20	12	4,0	33,33	12 118,92	0	0	3 901,69	-	32,20	En commande à la fin de l'exercice
Ordinateurs Portables (4 en cours d'acquisition)	Ordinateurs Portables	nombre	1	1	100	np	5,0	-	2 104,86	3 330,29	0	3 330,29	158,22	158,22	
Imprimantes (3 en cours d'acquisition)	Imprimantes (3 en cours d'acquisition)	nombre	5	3	60,0	np	3,0	-	3 827,03	1 775,95	0	1 775,95	46,41	46,41	En commande à la fin de l'exercice
Disque dur externe	Disque dur externe	nombre	6	6	100	np	6,0	-	765,41	608,89	0	608,89	79,55	79,55	
Logiciel de comptabilité	Logiciel fonctionnel		0	0	0	1	1,0	100,00	-	1 664,96	0	1 664,96	-	-	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Logiciel de suivi-évaluation /c + formation	Logiciel de suivi-évaluation + formation	nombre	1	1	100	1	1,0	100,00	16 216,22	2 510,85	0	2 510,85	15,48	15,48	Activité réalisée mais payement de la facture durant l'exercice 2020-2021
Photocopieuse	Photocopieuse	nombre	2	2	100	1	2,0	200,00	31 891,89	28 909,87	0	28 909,87	90,65	90,65	
Installation communication / téléphonie	Installation faite	kit	1	1	100	1	1,0	100,00	5 102,70	4 919,72	0	4 919,72	96,41	96,41	
Scanner	Scanner	nombre	1	1	100	1	1,0	100,00	829,19	783,64	0	783,64	94,51	94,51	
Vidéoprojecteur + écran de projection	Vidéoprojecteur + écran de projection	nombre	2	1	50	np	1,0	-	4 464,86	-	0	-	-	-	
Appareil photo numérique	Appareil photo numérique	nombre	6	2	33	np	2,0	-	7 654,05	2 346,78	0	2 346,78	30,66	30,66	4 appareils photos seront achetés pour les accompagnateurs - voir composante 2
Marché d'équipement informatique	Equipements informatiques	FF	0	0	0	np	1,0	-		2 124,79	0	2 124,79			
Salaires et indemnités	Salaires payés/an	pers / mois	348	348	100	1070	502	46,92	250 560,00	195 540,66	0	195 540,66	78,04	78,04	
Soins médicaux du personnel	FF/AN	nombre	1	1	100	7	2	25,00	12 162,16	3 421,46	0	3 421,46	28,13	28,13	
Charges sociales	FF/AN	nombre	1	1	100	7	2	25,00	2 702,70	2 231,93	0	2 231,93	82,58	82,58	
Indemnités des comités de pilotage															
Comité de pilotage sectoriel et politique (7)	Réunion	nombre	2	1	50	3	1,0	33,33	1 189,19	463,13	0	463,13	38,95	38,95	Indemnités non payées car contribution du gouvernement non disponible
Sous-Comité Technique (16)	Réunion	nombre	3	3	100,0	21	6,0	28,57	8 108,11	1 788,13	99,31	1 887,44	22,05	23,28	Certaines indemnités n'ont pas été payées car contribution

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
															du gouvernement non disponible
Total Frais de fonctionnement UFCP		mois	12	12	100,0	90	20,0	22,22	169 464,86	80 664,06	46 938,11	127 602,17	47,60	75,30	
Total Frais de fonctionnement UFCR		FF	4	0	0,0	np	0,0	-	64 864,86	2 606,24	-	2 606,24	4,02	4,02	Non payées
Sous total 3.1					78,42			86,36	937 135,14	712 441,90	50 939,11	763 381,01	76,02	81,46	
Sous composante 3.2. Suivi-Evaluation, gestion des savoirs et communication															
Sessions annuelles en suivi-évaluation participatif/auto-évaluation (1 atelier de 2 jours par région)	Sessions organisées	nombre	4	4	100	24	4,0	16,67	27 243,00	6 953,05	0	6 953,05	25,52	25,52	Organisée - payement de certains frais durant l'exercice 2020-2021
Formation des agents de SE et du personnel des UFCR sur les outils de collecte, traitement et analyse des données	Nombre de bénéficiaires	FF/an	1	1	100	np	1,0	0	10 810,81	11 138,67	0	11 138,67	103,03	103,03	
Elaboration le PTBA (atelier niveau national)	Atelier organisés	nombre	1	1	100	np	2,0	0	3 243,24	5 791,26	0	5 791,26	178,56	178,56	
Atelier au niveau régional - communication et restitution des résultats et planification	Atelier organisés	nombre	1	1	100	6	2,0	33,33	20 648,65	18 262,96		22 208,80	88,45	107,56	
Enquêtes, études, revues à mi-parcours et achèvement															
Etude enquête pour établissement de la situation de référence	Rapport	enquête	1	1	100	1	1,0	100,00	54 594,59	48 857,02		102 086,21	89,49	186,99	
Enquête/Etude thématiques de SE		enquête	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	

Sous composante/ volets/ Activités	Indicateurs des résultats	Unité	Objectifs et résultats annuels			Objectif RPE	Cumul au 30 juin 2020		Réalisation financière PTBA 2019-2020 avec engagement (en BIF) au 30 juin 2020						Observations
			Qté prévue PTBA 2019- 2020	Résultats atteints au 30 juin 2020	%		Réalisations cumulées	% par rapport au RPE	Budget PTBA en USD	Montant réalisé en USD au 30 juin 2020	Engagement en BIF	Réalisations avec engagement	Taux de réalisation en % sans engagement	Taux d'avancement en % avec engagement	
Etudes thématiques Genre, Jeunes et Finance Rurale		Etude	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	
Etudes quantitatives effets/impacts		Etude	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	
Revue à mi-parcours		Nombre	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
Rapport d'achèvement du projet		Nombre	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
Audit externe	Rapport d'audit	Nombre	1	1	100	7	1,0	14,29	26 270,27	7 576,45		7 681,80	28,84	29,24	Prévisions sous estimées
Audit interne	Rapport d'audit	Nombre	8	8	100	np	6,0		27 243,24	21 344,17		21 344,17	78,35	78,35	
Lancement du projet										- 665,58		- 665,58			
Communication et visibilité du projet															
Production des publications/dépliants /calendriers et autres objets promotionnels	Publications faites	FF/an	1	0,5	50	4	1,0	25,00	12 756,76	913,52	0	5 650,74	7,16	44,30	
Production des émissions et films documentaire	Emissions et films produits	FF/an	1	1	100	6	1,0	16,67	3 189,19	792,13	0	1 045,14	24,84	32,77	le film sera produit à la revue à mi-parcours
Sous total 3.2					98,39			43,02	185 999,75	116 939,55		116 939,55	62,67	62,67	
Total Composante 3					83,35			53,34	1 123 134,89	804 154 ,25	0	804 154 ,25	74,20	84,28	
TOTAL PROJET					74,37			29,74	5 173 637,59	3 808 555,50	127 832,28	3 780 057,59	73,61	70,53	

Appendice 3. Application des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement

Conformité aux clauses juridiques au 30 octobre 2020

Section	Covenant	Objectif/date prévue	État de conformité / Date	Remarques/Observations
Accord de financement - Section B.3	Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis destiné à recevoir les fonds provenant du don du Fonds est ouvert au nom du Bénéficiaire à la BRB.	Avant le 1er décaissement	Fait	Un compte est ouvert à la Banque Centrale du Burundi (BRB).
Lettre à l'emprunteur – Paragraphes 16, 17 et 18	Compte d'opération, compte au BNDE et comptes d'opérations pour chaque régions en BI	Continu	Fait	Comptes ouverts à la BCB. Compte ouvert à la BNDE
Conditions générales - Section 7.08	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux	Continue/contrat d'assurance	Fait	Assurance a été prise pour les véhicules et le personnel mais pas encore pour les équipements du projet.
Conditions générales - - Section 7.1.b	Le PTBA est soumis au FIDA pour revue et commentaires	Annuel	Fait	Pour chaque exercice, le PTBA est soumis au FIDA pour avis et commentaires.
Conditions générales - - Section 8.03.b	La revue à mi-parcours a été conjointement conduite par le Gouvernement et le FIDA	À déterminer	N/A	
Lettre à l'emprunteur – paragraphe 28	Le bénéficiaire remet les rapports intérimaires au FIDA, tous les semestres			Des rapports d'étape sont régulièrement produits et transmis au FIDA

FIDA
Investir dans les populations rurales

Burundi

Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission:	10 novembre 2020 / 24 novembre 2020
Date du document:	22/12/2020
Identifiant du projet	2000001145
Numéro du rapport:	5604-BI

Afrique orientale et australe
Département de la gestion des programmes

Appendice 3. Application des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement

Conformité aux clauses juridiques au 30 octobre 2020

Section	Covenant	Objectif/date prévue	État de conformité / Date	Remarques/Observations
Accord de financement - Section B.3	Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis destiné à recevoir les fonds provenant du don du Fonds est ouvert au nom du Bénéficiaire à la BRB.	Avant le 1er décaissement	Fait	Un compte est ouvert à la Banque Centrale du Burundi (BRB).
Lettre à l'emprunteur – Paragraphes 16, 17 et 18	Compte d'opération, compte au BNDE et comptes d'opérations pour chaque régions en BI	Continu	Fait	Comptes ouverts à la BCB. Compte ouvert à la BNDE
Conditions générales - Section 7.08	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux	Continue/contrat d'assurance	Fait	Assurance a été prise pour les véhicules et le personnel mais pas encore pour les équipements du projet.
Conditions générales - - Section 7.1.b	Le PTBA est soumis au FIDA pour revue et commentaires	Annuel	Fait	Pour chaque exercice, le PTBA est soumis au FIDA pour avis et commentaires.
Conditions générales - - Section 8.03.b	La revue à mi-parcours a été conjointement conduite par le Gouvernement et le FIDA	À déterminer	N/A	
Lettre à l'emprunteur – paragraphe 28	Le bénéficiaire remet les rapports intérimaires au FIDA, tous les semestres			Des rapports d'étape sont régulièrement produits et transmis au FIDA